HISTORIA
magazine
②
Hebdomadaire paraissant le mercredi - n° 195 - France 3 F
Belgique 30 FB/Suisse 3 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE



QUI DIRIGE L'INSURRECTION ?

Pour les femmes kabyles, la guerre ce fut l'intrusion permanente des soldats, le jour, des rebelles, la nuit.

HISTORIA
magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les mercredis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : ***Maurice Dumoncel***

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Marie Elbe*
Chef service photo : *François Wittmann*
Adjoint : *Geneviève de Lachaux*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*

Services techniques :
Maquettiste : *Claude Rebelo*
Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e. **Tél. 707-17-89.**
Prix de vente au numéro : France, 3 F. – Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE :
61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89.
CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.

BELGIQUE :
S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin. B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29.
CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements sont pris à partir du n° 194.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.



UN POINT NOIR : L'AURÈS

Jean FONTUGNE

L'AFFAIRE d'Algérie n'a que quelques mois. Armée et rebelles font le bilan. Sur les cartes d'état-major, un point noir : l'Aurès. C'est le berceau de la révolte, le refuge de prédilection des bandits d'honneur berbères. Il faut éviter que le mal se propage hors de ces massifs où l'armée tente de gagner la rébellion de vitesse.

On envoie sur place la 25e division de parachutistes, commandée par le général Gilles et un autre para qui s'est illustré en Indochine, le colonel Ducournau. Arris, Foum-Toub et Khenchela sont dégagés. Les hommes de Ducournau accrochent une petite bande rebelle près d'Arris et tuent un bandit, héros de l'Aurès, Grine Belkacem. Ce n'est pas encore la guerre, mais l'Armée de Libération Natonale s'y prépare activement.

De leur côté, les insurgés font leur autocritique. L'opération Toussaint a été décevante, sur le plan du recrutement, pour les neuf hommes, qu'on appellera les « neuf historiques ». Six commandent l'intérieur de l'Algérie : Bitat, Didouche, Ben Boulaïd, Krim et Ben M'Hidi. Les trois autres sont au Caire, où ils tentent difficilement d'obtenir une aide de Nasser : Khider, Ben Bella et Aït-Ahmed. Partisans de la violence, de la révolution illimitée, ils militent depuis des années dans les rangs du nationalisme et se sont dégagés des autres organisations pour fonder le parti du Front National de Libération, dont l'armée, l'A.L.N., engage son combat sans ressources et un armement peu important.

A l'heure où la rébellion éclate, les services français et l'armée ignorent encore le nom de F.L.N. Ce qu'on n'ignorait pas, c'est qu'un « coup » se préparait. Jean Vaujour, directeur de la Sûreté en Algérie, avait, le 23 octobre, alerté le ministre de l'Intérieur, François Mitterrand, dans un rapport qu'on appellera « le rapport Vaujour ».

En fait, cette rébellion, encore circonscrite à l'Aurès et à une partie de la Kabylie, personne ne croit encore qu'elle embrasera tout le territoire. Dans leur grande majorité, les musulmans eux-mêmes en doutent. Ils sont silencieux, attentifs et remarquablement « tranquilles » en cet automne 1954.

Ceux qui sont de cœur avec les rebelles font leur bilan, eux aussi. A huis clos. L'Algérie retient son souffle. Mais déjà, au Caire, la décision est prise : le soutien moral et financier est acquis aux dirigeants du Front National de Libération.

J. F.

SOMMAIRE N° 195

L'AURÈS : BASTION DE LA RÉVOLTE

Gagner la rébellion de vitesse, éviter qu'elle ne dépasse l'Aurès, c'est le souci majeur de l'armée en novembre 1954. Khenchela, Batna, Biskra, sont très vite dégagées. Reste le village d'Arris toujours encerclé. Pour maintenir l'ordre et d'autre part traquer les hors-la-loi, les effectifs sont insuffisants : 12 000 hommes dans le Constantinois. Alors, le gouvernement rappelle d'urgence la 25e division parachutiste, aux ordres du général Gilles, des gendarmes mobiles, des spahis et des C.R.S. Un autre chef légendaire, Ducournau, prendra leur commandement. Dès les premiers accrochages, les rebelles perdent pied. Pourtant, une guerre s'amorce.



Un des premiers soins de l'armée, aidée par les gendarmes, le recensement et le contrôle des populations. Tâche fastidieuse, dans l'Aurès, où les routes étaient rares et le pays sous-administré.

dans le Constantinois : 180 000 européens 3 000 000 de musulmans et 350 "hors-la-loi"

ECA

TANDIS que le Maroc et la Tunisie étaient en proie à la fièvre nationaliste, à base de terrorisme dans le premier de ces protectorats et de guérilla dans le second, on se félicitait du calme régnant en Algérie en cette belle fin du mois d'octobre 1954. On notait, toutefois, une certaine agitation dans les confins orientaux du département de Constantine, tout le long de la frontière algéro-tunisienne, où de petites bandes venues, disait-on, de Tunisie, faisaient de temps à autre une incursion et se livraient à des déprédations. Aussi avait-on renforcé le dispositif militaire dans cette région.

L'optimisme d'Alger se fondait en grande partie sur la scission récemment survenue au sein du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (M.T.L.D.), successeur de l'Étoile nord-africaine de Messali Hadj, seul parti subversif dont on craignît une action concertée d'envergure.

Cependant, le préfet Vaujour, directeur de la Sûreté à Alger, pensait qu'un mouvement terroriste pouvait éclater à bref délai et des administrateurs de commune mixte signalaient des allées et venues suspectes entre le Sud tunisien et l'Aurès. On tenait ces craintes pour exagérées. C'était une erreur.

Or, brusquement, des actions terroristes se déclenchent en de nombreux points du Constantinois dans la nuit du 31 octobre au 1[er] novembre 1954.

La situation est d'autant plus sérieuse



ECA

Dès les premiers jours de l'insurrection, on trouva, sur un rebelle, un manuel d'entraînement à la guérilla : harceler l'armée, se fondre dans la population comme un poisson dans l'eau. Dès lors, pour cette population commence l'ère de la suspicion, des vérifications. C'est le grand corps d'une Algérie malade, où va se livrer ce qu'on a appelé une guerre de globules, chaque partie voulant « phagocyter » ses « alliés » civils. Le contrôle est d'autant plus serré que le point est chaud. Ici, le 9[e] zouaves, en Kabylie.

L'armée doit « tenir », dans le Constantinois, un territoire qui mesure 350 km d'est en ouest, et 250 km du nord au sud. Sans routes, pratiquement dans l'Aurès. Celle de Kanga-Sidi-Nadji *(ci-dessous)* est une simple piste. D'où la difficulté des contrôles.

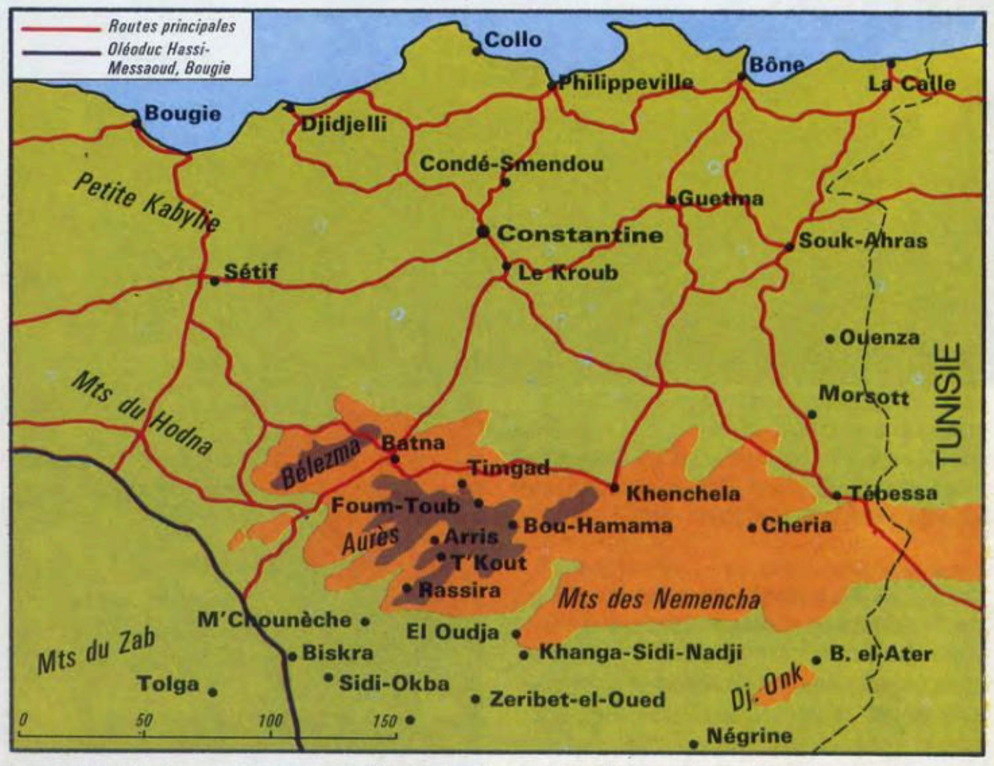
E.C.A.

que nous avons très peu de forces – à peine 12 000 hommes – dans le département de Constantine, qui est, des trois départements algériens, celui dont la superficie est la plus étendue (350 km d'est en ouest, 250 du nord au sud), la population la plus nombreuse (3 millions de musulmans, mais seulement 180 000 Français de souche), l'équipement économique et routier le moins développé. Les musulmans y sont plus évolués, plus « politisés » que leurs coreligionnaires de l'Algérois ou de l'Oranie ; ils ont subi plus fortement qu'eux l'influence xénophobe des ulémas réformistes, dont le fondateur fut le cheikh Ben Badis, issu d'une vieille famille de Constantine. Enfin, les turbulents Berbères de l'Aurès et de la Petite Kabylie ont toujours pris une part active aux grandes insurrections cycliques dont l'avant-dernière fut celle de l'Aurès-Belezma, au cours de la première guerre mondiale, et la dernière, celle de la Petite Kabylie (arrondissements de Sétif et de Bougie) et de l'arrondissement de Guelma, en mai 1945.

80 Français assiégés à Arris

Le 1er novembre, à l'aube, tout danger est écarté à Khenchela, Batna et Biskra, mais on reste très inquiet pour Arris, où se trouvent 80 Français de souche, ainsi que pour les sept gendarmes de T'Kout et leurs familles. On apprend, en effet, qu'un car se rendant de M'Chounèche à Arris a été arrêté dans les gorges de Tighanimine, au sud-ouest de T'Kout. Parmi les passagers, le caïd de M'Chounèche, ancien officier, et Guy Monnerot, instituteur à Ghassira, sont morts assassinés, la femme de ce dernier étant laissée sur le terrain, grièvement blessée.

Il faut intervenir rapidement. Les autorités civiles et militaires décident donc ▶



Le massif de l'Aurès : une forteresse qui s'étend entre Constantine et Biskra, et jouxte la Tunisie. Avec des sommets de 2 300 mètres et des gorges vertigineuses comme celles de Tighanimine ou d'El-Abiod. Pendant la nuit du 31 octobre, le F.L.N. frappa dans l'Aurès en des points précis : Khenchela, Batna, Biskra, Foum-Toub, Arris et T'Kout. Dans les gorges de Tighanimine, le 1er novembre, il tend une embuscade, tuant trois civils.

après l'Indochine, l'Algérie, pour deux "paras" légendaires : Gilles et Ducournau

de secourir Arris et T'Kout avec les seuls moyens – dérisoires – de la subdivision de Batna, sans attendre les renforts des autres subdivisions, car il serait alors trop tard.

Parti de Batna en fin de matinée, un peloton d'automitrailleuses et un peloton porté d'artilleurs parviennent le soir même à Arris, où ils sont rejoints, le lendemain, par un détachement de même composition, sorti de Khenchela. Leurs progressions respectives n'ont été entravées que par les obstacles de toute nature accumulés sur la route. T'Kout est dégagé à son tour, le lendemain soir, par une compagnie de marche de parachutistes de la légion, accourue en toute hâte de Sétif, par Biskra.

Gilles et Ducournau dans le Constantinois

La rapidité de notre réaction a surpris les rebelles et la facilité de ces deux opérations exécutées sans pertes montre bien que nous n'avons pour le moment devant nous que de petits groupes, encore mal armés et peu mordants. D'où la nécessité d'agir vite, en force et partout à la fois, afin d'empêcher la contagion du mal.

Le gouvernement décide, en conséquence, l'envoi d'urgence dans le Constantinois de la 25e division aéroportée (général Gilles), d'escadrons de gendarmerie mobile et de compagnies républicaines de sécurité (C.R.S.), tandis que la Tunisie mettra à la disposition de la division de Constantine le bataillon de tirailleurs sénégalais et l'escadron de spahis que celle-ci lui avait précédemment prêtés.

Le général commandant la division de Constantine est donc en mesure de satisfaire les demandes du préfet du département qui insiste très justement pour que le massif de l'Aurès soit entièrement occupé.

Au fur et à mesure de leur arrivée, quatre bataillons de parachutistes sont poussés à Arris, Foum-Toub, T'Kout et dans la cuvette de Bou-Hamama, l'ensemble étant aux ordres d'un chef déjà légendaire, le colonel Ducournau. Le 9e régiment de chasseurs d'Afrique, motorisé, est regroupé à Batna ; le 1er régiment de spahis algériens, également motorisé, s'installe à Biskra, puis à M'Chounèche. Les légionnaires glissent

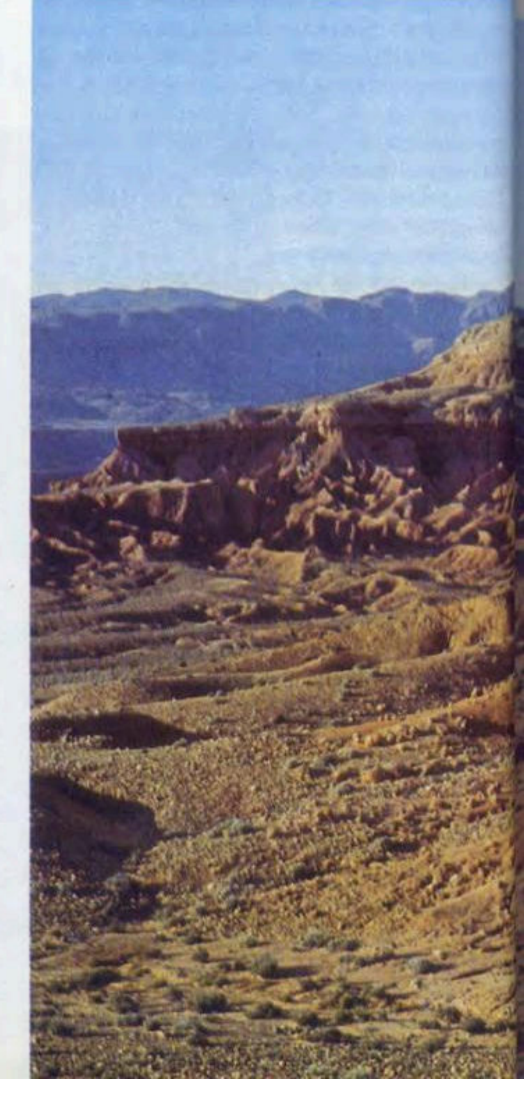


Cinémathèque Gaumont

◀ Dans l'Aurès en insurrection, le massif est complètement occupé par l'armée, dès le 8 novembre, une semaine après la Toussaint rouge. Il s'agit pour nos troupes de contrôler tout le terrain, pour tenir les rebelles en haleine. C'est un terrain difficile, et peu ouvert à la pénétration française, faute de routes. Un pays idéal pour la guérilla. Les rebelles attaquent, de préférence la nuit, les postes isolés.



E.C.A.





L'aviation surveille le terrain, sur un territoire vaste et sous-peuplé, que l'armée contrôle difficilement seule. L'appui de l'aviation, dès le début, joue pour les opérations de police. Plus tard viendront les hélicoptères.

Atlas-Photo

de T'Kout à El-Ouldja, que nous tenons ainsi à nouveau. Tout ce dispositif est en place le 8 novembre au soir.

Nos troupes, cantonnées de façon précaire dans des locaux administratifs, des écoles, des granges, voire sous la tente, commencent immédiatement à patrouiller afin de reconnaître le terrain, de s'y accoutumer et de faire peser sur les bandes rebelles une menace permanente, les obligeant à se garder sans relâche, à se déplacer sans cesse. Le terrain est difficile, souvent très boisé. La seule forêt des Beni-Melloul a trois fois la superficie de la forêt de Fontainebleau. Les sommets culminent à 1 800, 2 000 et même 2 328 mètres (Chelia). Il y a de nombreuses falaises abruptes truffées de grottes profondes. Bref, c'est le pays rêvé pour la guérilla. Il fait très froid, il pleut et bientôt la neige va tomber.

Les conditions de vie de nos hommes sont particulièrement dures.

La forêt des Beni-Melloul : trois fois Fontainebleau

Ils sont bientôt récompensés de leurs peines par de petits succès locaux. Le 6 novembre, à l'est de l'Aurès, sur le versant nord des Nemencha, un groupe adverse, accroché par des gendarmes et des chasseurs du 10e bataillon, perd deux tués – des Tunisiens – et trois fusils. A T'Kout, gendarmes et légionnaires font un prisonnier et, le 7 novembre, non loin de là, d'autres gendarmes capturent un rebelle blessé.

Le bataillon de parachutistes de Foum-Toub tue plusieurs hors-la-loi et s'empare de leurs armes, au prix de quelques blessés.

Les 8 et 9 novembre, une bande attaque en vain, de nuit, la maison du nouveau caïd de M'Chounèche, bien défendue par des goumiers de Biskra qui ont un tué, deux blessés et seront relevés par les spahis.

Enfin, le 29 novembre, une compagnie du 1er bataillon du 18e régiment d'infanterie parachutiste de choc, patrouillant dans un affreux ravin, au nord-ouest d'Arris, se heurte à un solide élément rebelle. Le colonel Ducournau, immé-

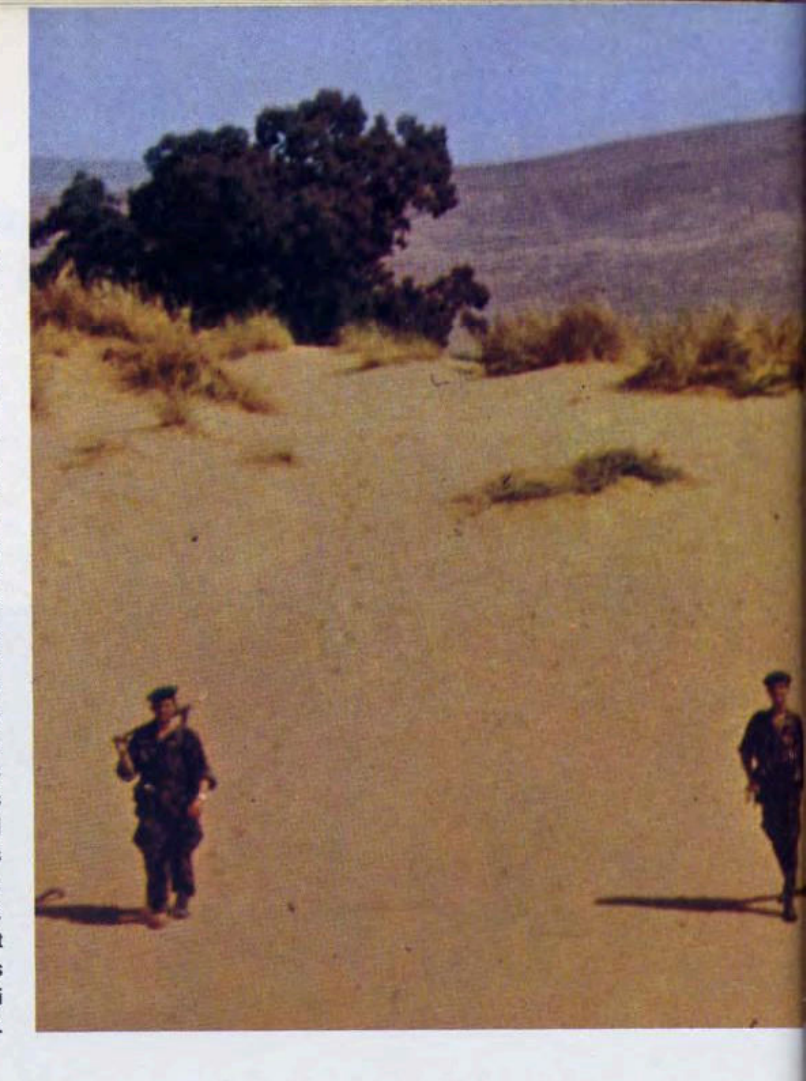
Les gorges de M' Chounèche, dans l'Aurès : un paysage lunaire rongé par le vent, la chaleur, truffé de grottes, asiles sûrs pour les rebelles. Le caïd de M' Chounèche est tué avec l'instituteur Monnerot.

née d'un mal profond une guerre qui sera difficile et coûteuse

diatement alerté, se rend en toute hâte sur les lieux du combat afin d'en terminer avant la nuit. Au crépuscule, nous faisons dix-huit prisonniers et trouvons dans les éboulis vingt-trois cadavres avec un fort armement. Nos pertes sont malheureusement de quatre tués et sept blessés moyens ou légers, dont un officier. Tous les rebelles tués ou prisonniers sont des hommes jeunes, vigoureux, bien équipés, bien armés. Très vite, nous avons la conviction qu'il s'agit là de la fameuse bande de Grine Belkacem, le plus célèbre des bandits de l'Aurès, deux ou trois fois arrêté, condamné à mort pour crimes de droit commun, mais toujours évadé. Il venait d'effectuer un stage chez les fellaghas tunisiens. L'un des corps correspond à son signalement. Transporté à Arris le lendemain, il est identifié formellement, en particulier par sa tante paternelle.

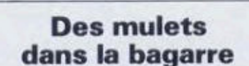
Les répercussions de ce beau fait d'armes sont grandes dans l'Aurès, où se trouve freiné pour un moment le mouvement de rébellion.

La situation n'en reste pas moins préoccupante car il est certain, d'une part, que l'adversaire, un instant décontenancé, va se ressaisir, diluer ses effectifs, faire pression sur les populations et intensifier la petite guérilla, si difficile à juguler, d'autre part, que notre outil militaire, lourd et fortement motorisé, est mal adapté à une forme de lutte aussi insidieuse. En conséquence, les 25 000 hommes dont dispose désormais la division de Constantine n'ont qu'un rendement moyen.



L'armée est mal préparée à la nouvelle forme de guerre. L'armée d'Afrique, qui vient de rentrer d'Indochine, a du mal à renouer avec ses traditions. Les paras de la 25e D.P., dont le chef est le général Gilles, sont « engagés » sous les ordres de Ducournau, dans des opérations d'assainissement de l'Aurès, tâche rendue plus difficile par le climat, presque saharien. Ils progressent, dans les sables, au pied des derniers contreforts du massif. Après, commence le désert. C'est par ce désert que passent les caravanes, qui transportent des armes.

L'action des rebelles se déroule selon un processus classique. Elle vise à nous isoler des ruraux. Un groupe d'agitateurs armés apparaît ainsi sur le territoire d'une fraction dont certains de ses membres sont originaires.



Des mulets dans la bagarre

Souvent, il s'appuie sur celui des clans locaux qui est mécontent du caïd ou de l'administration. Il y recrute des auxiliaires, agents de renseignement, de liaison, guetteurs. Puis, à la première occasion, il assassine le caïd, le président de la djemma, l'*ouakaf* (chef de fraction), le modeste garde champêtre. L'égorgement rituel, les mutilations du nez, des oreilles, des lèvres sont pratique courante. Quand les troupes, enfin alertées, arrivent, les bouches se ferment car toute délation est punie de mort et des représailles atroces s'abattent également sur les familles. La responsabilité collective n'est pas un vain mot chez les rebelles. Le mal gagne alors de proche en proche.

Aussi le commandement s'attache-t-il à rendre ses forces plus mobiles. Les fantassins, lourdement chargés, trop

E.C.A.



A partir de décembre 1955, avec la complicité de certaines fractions de la population, engagées dans le combat, de gré ou de force, le F.L.N. étend son champ d'action. La route de Batna à Arris n'est plus sûre. On n'y circule qu'en convois. Dans le Sud, des compagnies portées patrouillent. Elles surveillent un paysage immobile, un adversaire invisible. Des noms, jusque-là inconnus, sont en vedette dans les journaux : « Le petit poste de Kanga-Sidi-Nadji... »

R. Bail

liés à la route, sont dotés de mulets de réquisition pour des opérations d'une certaine durée. On met sur pied des compagnies montées (un mulet pour deux hommes), des bataillons de tirailleurs ayant chacun leur train muletier, permettant de battre l'estrade plusieurs jours sans ravitaillement. On décide la création d'un deuxième escadron de spahis à cheval, mais la pénurie de mulets solides, de chevaux d'armes, de bâts et de harnachements retarde la constitution des unités nouvelles ou la transformation des anciennes.

En définitive, l'armée d'Afrique, trop motorisée, organisée selon un type européen – et si longtemps enlisée dans la dure guerre d'Indochine qui vient seulement de prendre fin sur un échec –, a bien du mal à renouer avec ses traditions, à mener une guerre mobile dans les djebels ou les solitudes désertiques du pré-Sahara, à retrouver sa souplesse et sa rusticité de naguère, quand elle achevait la pacification du Maroc.

L'administration, de son côté, n'est pas mieux préparée que l'armée aux tâches nouvelles qu'impose la guérilla. On savait déjà que l'Algérie était un pays sous-administré.

Voici un cas concret : le 1er novembre 1954, la commune mixte de l'Aurès, d'une vaste superficie et peuplée de 65 000 habitants, n'a qu'un poste administratif, Arris, et deux brigades de sept gendarmes chacune !

En outre, le vieux système caïdal est au même moment défaillant. Les caïds, presque tous recrutés par voie de concours, sont trop souvent affectés à des douars qu'ils ne connaissent pas. N'y ayant pas de domicile, ignorant les us et coutumes locaux, parfois même le dialecte de leurs administrés – nous avons connu des caïds arabes imposés aux Chaouïas de l'Aurès et un caïd noir aux Berbères blancs des Nemencha –, ils résident fréquemment dans la ville voisine, ne se rendant dans leur douar que le jour du marché. L'obtention d'une simple pièce d'identité exige des jours de déplacement. Quant au juge de paix, beaucoup ignorent jusqu'à l'existence de ce personnage « mythique ».

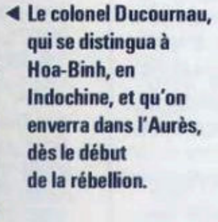
Dès lors, les agitateurs ont beau jeu pour mener en toute quiétude leur travail de sape, sans que les autorités soient alertées par qui que ce soit.

Prendre les rebelles de vitesse

Si nous avons freiné l'extension de la rébellion de l'Aurès, la partie n'est donc pas gagnée pour autant et un homme aussi expérimenté que le président René Mayer, député de Constantine, estimait, dès le 3 novembre, que l'affaire serait longue, dure, difficile et coûteuse, car le mal était profond. Il fallait de toute évidence mettre à profit l'occupation de l'Aurès pour y implanter un dispositif politique, administratif et social ▶

Coll. Constant




◀ Le colonel Ducournau, qui se distingua à Hoa-Binh, en Indochine, et qu'on enverra dans l'Aurès, dès le début de la rébellion.

Keystone




Le général Spillmann, commandant le Corps d'Armée de Constantine, en novembre 1954. La procédure imposait des sommations pour tirer sur un rebelle... ▶

face à la guérilla, une justice déjà dépassée

permettant de reprendre en main les populations, de les organiser, de rassurer nos amis, encore majoritaires alors, d'amorcer ainsi le renseignement fâcheusement inexistant, puis de détruire patiemment, une à une, les bandes qui ne viendraient pas à résipiscence. Il importait donc de disposer d'administrateurs, de forces supplétives légères assurant leur protection, d'armer enfin les éléments sûrs et loyaux, tels les anciens combattants, ayant la volonté et la capacité physique de se défendre.

Ce système devait évidemment être étendu à la région frontière de la Tunisie où nos éléments, très actifs, avaient de leur côté anéanti un groupe rebelle, purement algérien, et remporté quelques autres succès mineurs.

Mais nous devions aller vite car nous commencions, dès janvier 1955, à craindre une extension des troubles dans la région accidentée et boisée s'étendant entre Constantine, Guelma et Philippeville, dans la presqu'île montagneuse et boisée de Collo, en Petite Kabylie enfin. Plus à l'ouest, la Grande Kabylie entrait à son tour en effervescence. De même, les rebelles de l'Aurès s'aguerrissaient et les engagements devenaient plus sévères qu'au début.

La justice s'enlise dans les formalités

Si l'on discernait clairement ce qu'il fallait faire, la réunion des moyens se révélait, en revanche, ardue et les autorités civiles connaissaient les mêmes difficultés que les responsables militaires. Ne disposant pas d'administrateurs qualifiés en nombre suffisant pour la reprise du contact avec les populations, elles étaient liées aussi par les règles budgétaires. Convaincre les échelons supérieurs, obtenir les crédits, hâter les formalités de toute sorte, puis réaliser, exigeait de longs délais alors qu'on aurait dû agir promptement pour gagner la dissidence de vitesse, frapper les esprits et provoquer un choc psychologique en notre faveur.

La justice s'empêtrait dans les formalités légales du temps de paix : on autopsiait les corps des militaires tués au combat ; on ouvrait une instruction pour déterminer si les sommations réglementaires avaient bien été respectées avant le déclenchement du tir ; si l'emploi des armes collectives était bien indispensable ; on communiquait aux avocats des suspects appréhendés le nom des témoins à charge, ce qui équivalait à un arrêt de mort pour ces derniers...

Il fallut, en novembre 1954, l'intervention personnelle du garde des Sceaux pour que la justice cessât d'ordonner l'autopsie de nos morts.

Ces incidents provoquaient, dans la troupe, un malaise, une sourde irritation même, dont la persistance risquait à la longue d'être dangereuse car elle pouvait un jour inciter des éléments isolés à faire justice eux-mêmes, perspective d'autant plus navrante que l'action de l'ensemble de nos forces s'était toujours exercée avec discipline et correction, contrairement aux campagnes de dénigrement systématique dont elles étaient l'objet dans une certaine presse depuis le début de l'insurrection.

La Voix du Caire !

Les événements imposaient une liaison étroite et confiante entre les autorités civiles et militaires. De fait, cette condition fut remplie dès le début. Mais le problème de l'Aurès, des autres zones d'accès difficile habitées par des populations traditionnellement frondeuses, comme celui du maintien de l'ordre dans les villes et les régions non encore contaminées ne relevaient plus du seul emploi des méthodes habituelles de pacification ou de police.

Il y avait en Algérie un mécontentement dû non seulement à des raisons politiques, mais aussi au chômage, lequel ne pouvait que s'aggraver du fait de la poussée démographique. Il importait, en conséquence, d'équiper rapidement le pays, d'ouvrir partout des chantiers, de créer enfin des richesses nouvelles – à cet égard la récente découverte du pétrole au Sahara était capitale –, bref, de montrer que la France avait confiance dans l'avenir. Il le fallait d'autant plus que le Maroc et la Tunisie, ces deux bastions flanquant l'Algérie, étaient en pleine effervescence, que la propagande radiophonique du Caire et de Damas appelait chaque jour les Algériens aux armes et leur promettait à bref délai un appui militaire. Nos adversaires ne manquaient pas non plus de souligner l'isolement croissant de la France aux Nations unies.

La solution n'était donc que partiellement d'ordre militaire. Elle relevait beaucoup plus de mesures politiques, économiques et sociales. Elle exigeait un plan d'ensemble, connu de tous, assorti des moyens financiers et techniques correspondants, donc une décision du gouvernement français engageant la nation française dans sa totalité. H

Georges SPILLMANN

Vie et mor
un bandit

● Ce fut le premier accrochage de l'histoire de la rébellion algérienne. Il eut lieu le 29 novembre 1954 près d'Arris, dans l'Aurès. Ce jour-là, les parachutistes du 18ᵉ R.C.P., commandés par le colonel Ducournau, anéantirent, après un violent combat d'une dizaine d'heures, une bande de vingt-trois hommes vêtus d'uniformes et équipés d'armes de guerre (1). Des paysans devaient identifier, le lendemain, le cadavre du chef : un certain Grine Belkacem, qui défraya la chronique judiciaire du Constantinois dans les années 1950-1951.

L'automne tire à sa fin et le froid glisse déjà des sommets vers les vallées profondes du djebel. L'insurrection n'a pas encore un mois. Jusqu'ici personne, hormis les paysans des douars éloignés, n'a encore vu ces fameux brigands organisés en unités militaires, dont on parle depuis un mois dans les cafés maures du pays. Il y a toujours eu, dans cette région, comme en Kabylie, du reste, ce que les Corses appellent des « bandits d'honneur ». Depuis l'arrestation et la condamnation de Iouadarène, à Fort-National, le plus célèbre d'entre tous, en Algérie, a nom Grine Belkacem. C'est un homme de trente ans, originaire de Kimmel, qui s'est signalé très tôt par une série de méfaits. Le 17 mars 1950, Grine tua son rival, originaire d'un douar voisin, puis il prit le maquis. Il assoit très vite sa réputation en détroussant quelques voyageurs et des paysans isolés, avec l'aide de coquins qui, comme lui, ont trouvé refuge dans la forêt. Il n'hésite pas à tirer, et sa connaissance du pays, la crainte qu'il inspire aux paysans lui permettent d'échapper aux gendarmes.

L'homme ne manque pas de caractère. Le 2 décembre 1951, accompagné de quatre complices armés jusqu'aux dents (les fusils de guerre et les munitions abandonnés par les Allemands et les Italiens en Tunisie ont trouvé preneurs des deux côtés de la frontière), il arrête un autobus bondé de voyageurs sur la route de Khenchela. Sous la menace de son « mauser », il contraint le chauffeur à descendre et le fait agenouiller sur le bord de la route, devant les passagers du car terrorisés. « Je suis Grine le bandit, dit-il, je t'ai condamné à mort pour avoir conduit dans ton taxi des gendarmes chargés d'une enquête. » Et il appuie aussitôt le canon de son arme sur le front du malheureux, muet de peur. Un vieil homme s'élance alors. C'est le père du chauffeur, qui supplie Grine de laisser la vie sauve à son fils. « Grand seigneur », le bandit accepte mais contre une rançon de 100 000 francs payable sur l'heure. On fait la quête pour la lui payer. Grine empoche l'argent et disparaît dans les profondeurs de la forêt de Bouamana.

Sa photo et son signalement : taille 1,64 m, yeux bleus, cheveux noirs, naevus sur le nez, sont dans tous les postes de gendarmerie de l'Aurès. Un million de francs de récompense est promis à qui le ramènera mort ou vif.

Grine « l'insaisissable » est signalé un peu partout. Entre deux attaques à main armée, il fait quelquefois irruption chez le vieux garde

(1) Au cours de la même opération, les parachutistes devaient capturer dix-huit rebelles.



de Grine
'honneur

Grine Belkacem, bandit d'honneur, sorte de Zorro de l'Aurès, qui passe dans les rangs de la rébellion dès les premiers jours, est tué par les paras de Ducournau, le 29 novembre 1954, près d'Arris.



forestier qui l'a vu grandir et pris souvent en train de braconner. Mi-amical, mi-menaçant, il se fait servir le « kaoua », discute de choses et d'autres, puis repart comme il est venu.

En 1954, on lui attribue au moins quatre crimes et un nombre incalculable de délits. Cependant, ceux qui le rencontrent et le subissent, le garde forestier lui-même, ne manquent pas de signaler que le personnage a curieusement changé. Grine semble avoir subi une certaine intoxication. Lui, que la politique laissait indifférent, parle maintenant d'indépendance, de libération, dénonce sa haine des Français et prétend qu'il sera bientôt « général », confirmant ainsi les informations graves qui sont parvenues à la commune mixte. Depuis le printemps, des agitateurs du M.T.L.D. parcourent le maquis et endoctrinent les hors-la-loi.

Au début de l'automne, Grine a accru son prestige dans la région. On ne le voit plus guère la nuit, dans les mechtas de l'Aurès, qu'accompagné d'une vingtaine d'hommes recrutés parmi les plus mauvais garçons du pays. Rançons, menaces, exactions, pillages s'abattent sur les montagnards.

Jusqu'au 29 novembre 1954.

Ce matin-là, une patrouille de parachutistes débouche dans les gorges hostiles de l'oued R'Dam. Une concentration de rebelles, faisant mouvement vers le sud, a été signalée la veille au colonel Ducournau. Les paysans ont affirmé que les hors-la-loi étaient vêtus d'uniformes et dotés d'un puissant armement. Avant de déclencher une opération autour de Biskra, le colonel décide de donner un coup d'œil de sécurité dans le Nord. Le 1er bataillon du 18e R.C.P., aux ordres du commandant Gral, reçoit pour mission de ratisser le djebel. Une compagnie progresse dans l'oued Taga, une autre dans l'oued R'Dam, la troisième est en appui sur les crêtes. Il est 10 h 35. Soudain, l'aboiement bref d'un « mauser » retentit. Immédiatement suivi d'autres coups de feu qui déchirent, sous le ciel limpide, le silence séculaire de la montagne. La salve est meurtrière. Le sous-lieutenant Marquet, blessé à une épaule, s'effondre. Le caporal-chef Dubourdieu — deux séjours en Indochine, trois enfants — s'élance à son secours. Il est tué d'une balle en pleine tête. Touché dans le dos, le parachutiste Collin tombe également.

Les paras, coincés dans les anfractuosités de l'oued, fixent le tir ennemi. Ils sont allongés dans l'eau glacée qui coule entre les rochers et se teinte rapidement du sang de leurs camarades tombés plus haut.

Grine Belkacem et ses hommes ont trouvé refuge dans des grottes qui transforment les parois de la vallée en un énorme fromage de gruyère. Se croyant découverts, ils ont fait feu de toutes parts. La réaction des forces de l'ordre est vive.

Sous la protection d'un tir d'artillerie, les deux autres compagnies entreprennent de dégager l'unité accrochée. Manœuvre audacieuse et difficile qui voit les parachutistes descendre des crêtes vers les grottes à l'aide de cordes. Au pistolet mitrailleur, à la grenade, ils délogent un à un les rebelles de leurs invraisemblables cachettes. Armé d'un « mauser », Grine tombe le dernier. Il est vêtu d'un uniforme américain et porte deux étoiles sur son épaule droite. La nuit est déjà là quand le massif retrouve son calme. Pas un hors-la-loi n'a pu s'échapper. On compte 23 cadavres, tous plus ou moins affublés de frusques militaires, à l'exception d'un seul, sur lequel les paras découvrent un billet de passage du *Ville-d'Oran*, en date du 6 novembre. On apprendra plus tard que cet homme, un ouvrier de la région parisienne, était connu pour ses idées nationalistes. Ses fonctions de commissaire politique auprès de Grine le bandit ne font aucun doute.

Dans le repaire, les soldats découvrent des munitions de tout calibre, des « mausers », des « statti », vestiges de l'*Afrika Korps*, des fusils de chasse, un paquet de tracts antifrançais et une série de lettres de menaces destinées à des notables de la région. Les paras se souviennent, après coup, que des « youyou » de femmes ont retenti à leur approche. Ils investissent les mechtas environnantes mais ils ne trouvent que des enfants et des vieilles apeurées. Tous les hommes ont fui dès les premiers coups de feu. Transporté à Arris, le cadavre de Grine Belkacem est identifié par des membres de sa famille. Les autres corps ont été abandonnés sur le terrain.

L'A.L.N. vient de subir la première défaite d'une guerre qui va durer plus de sept ans. 

Jean TAOUSSON

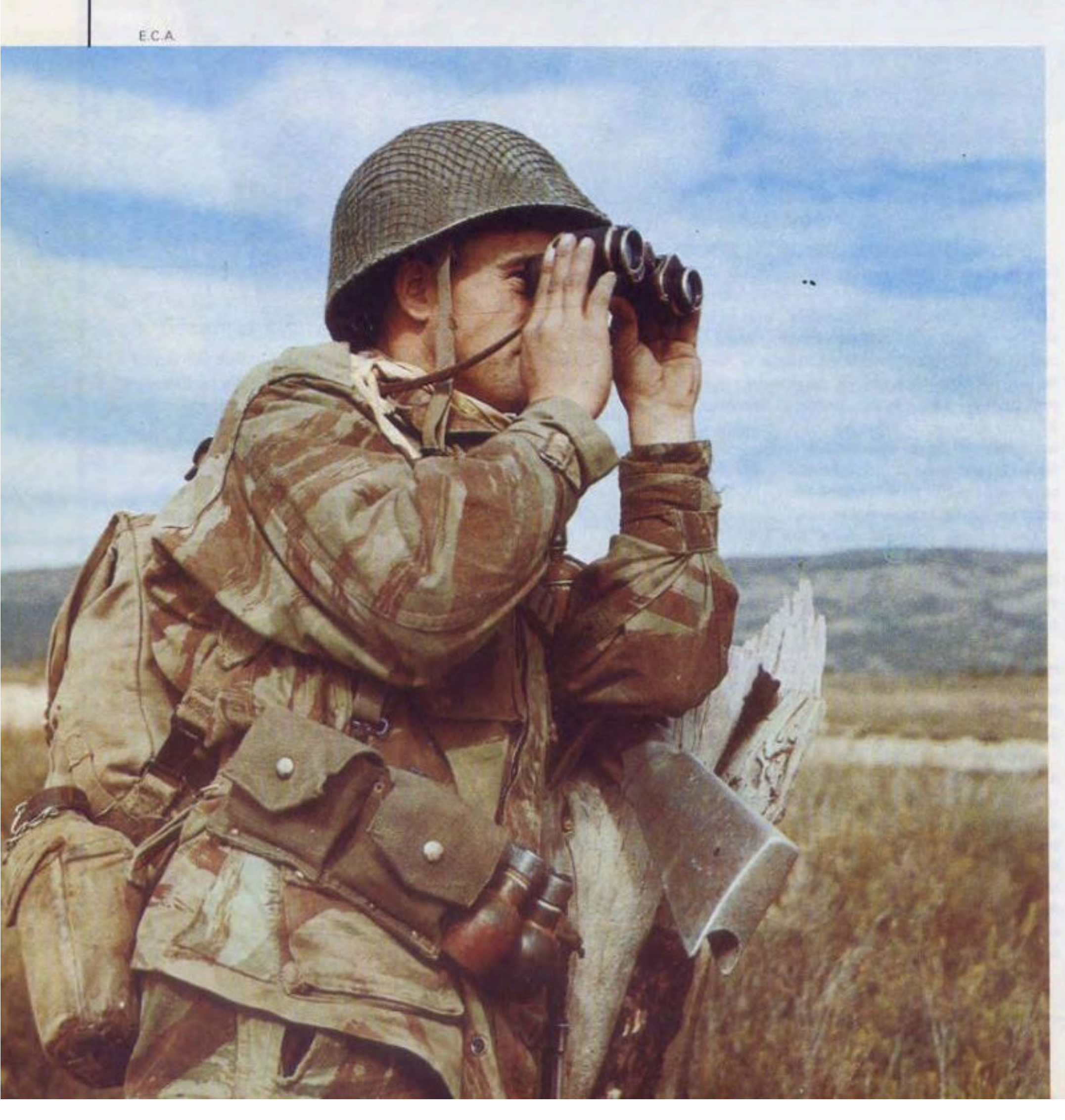

S. Bromberger
❶ LARBI BEN M'HIDI


❷ MOURAD DIDOUCHE


E.C.A.
❸ MOHAMED BOUDIAF

LES "HISTORIQUES": 9 HOMMES EN COLÈRE

E.C.A.



❶ **LARBI BEN M'HIDI** était peut-être le plus discret des neuf responsables de la révolution algérienne. Né en 1923 à Aïn-M'Lila (Constantinois); fils d'Abderrahmane Ben Messaoud et de Cadi Aïcha. De petite taille et de corpulence moyenne, sa fiche de police signale une particularité curieuse, celle de piétiner le sol quand il parle. Il a eu deux passions : le théâtre et la politique. Arrêté après la répression de 1945, il choisit la clandestinité et acquiert à cette dure école, le calme, la patience et l'austérité qui l'ont toujours caractérisé. En 1950, vainement recherché par les services de police, il est condamné par défaut à dix ans de prison pour menées subversives et activité illégale. Ayant passé plusieurs années en Oranie, il fut le responsable de l'O.S., pour cette région où les sentiments nationalistes étaient plus vifs qu'ailleurs. Dès 1954, il devient le chef de la wilaya 5 (Oranie) qu'il organise efficacement malgré un démarrage difficile. En 1956, il participe au « Congrès de la Soummam » et il est élu au C.C.E. (Comité de coordination et d'exécution) avec Krim et Abane... Laissant le commandement de la wilaya 5 à son lieutenant Boussouf, il dirige l'action armée à Alger.

Arrêté par les troupes du colonel Bigeard pendant la bataille d'Alger, en 1957, il meurt, sans avoir parlé et en insistant pour qu'on ne le prenne pas en pitié. Il s'écrie, avant de mourir pendu : « Vous parlez de la France de Dunkerque à Tamanrasset et moi, je vous prédis l'Algérie de Tamanrasset à Dunkerque ! »

Neuf hommes, venus de tous les coins d'Algérie, et que le destin, très vite, va disperser, ont brusquement infléchi le cours de l'Histoire, par une sorte de révolution manquée, qui deviendra une véritable guerre, mobilisera en Algérie une véritable armée, dont les effectifs seront égaux à ceux de l'armée américaine au Vietnam.



❹ HOCINE AÏT AHMED



❺ RABAH BITAT



❻ MOHAMED KHIDER



❼ BELKACEM KRIM



❽ MOSTEFA BEN BOULAÏD



❾ AHMED BEN BELLA

Holmès-Lebel E.C.A Holmès-Lebel

❷ **MOURAD DIDOUCHE** est né à Alger en 1922. Issu d'un milieu aisé, il entre très tôt dans la politique. Ses parents possèdent un bain maure près de la cathédrale, dans la basse Casbah, ainsi qu'un petit restaurant, rue Meissonier, dans la partie européenne de la ville. A la mort de son père, sa part d'héritage servira à alimenter la caisse du C.R.U.A., mouvement qui venait d'être créé, et dont il était l'élément moteur avec Boudiaf. Écœuré par les discours creux et les proclamations pompeuses, il prône l'action. Le C.R.U.A., émanation du P.P.A.-M.T.L.D., va lui permettre de réaliser son désir le plus profond : passer à l'action.

Organisateur infatigable, il était aussi intransigeant que passionné par la nécessité de libérer son pays. Adjoint de Mohamed Boudiaf, lorsque celui-ci était le chef du M.T.L.D. à Paris, il va diriger la wilaya 2 (Nord constantinois), aidé par son second : Zighout Youssef. Disposant d'un effectif réduit de maquisards sous ses ordres, il multiplie néanmoins les coups de main et les harcèlements contre l'armée française, pour donner à son adversaire l'impression qu'il a affaire à des forces importantes.

En janvier 1955, il meurt à Condé-Smendou, au cours d'une attaque contre un poste de l'armée française. Il sera remplacé, à la tête de la wilaya 2, par son fidèle lieutenant Zighout Youssef.

❸ **MOHAMED BOUDIAF KHEIREDDINE** est né à M'Sila (dans le Sud constantinois), le 23 juin 1919. Au cours de ses études au collège de Bou-Saada, il souhaite préparer l'école normale d'instituteurs mais son mauvais état de santé — il est frappé, très jeune, par la tuberculose — l'en empêchera. Très tôt, il s'intéresse à la politique et aux mouvements nationalistes, ce qui contrarie son ambition d'être instituteur. Il abandonne donc ses études pour devenir employé aux contributions. Responsable important du M.T.L.D. à Paris, il se rallie au C.R.U.A., dont il devient le premier président, le 3 juin 1954. Coordonnateur, il part dès 1956 pour l'Égypte, puis il séjourne au Maroc (Tétouan), afin de se procurer des armes pour la résistance oranaise qui a du mal à s'implanter. Résidant quelque temps à Madrid, il se fait soigner car son état de santé est inquiétant. Puis il reprend son rôle de messager infatigable entre la délégation de l'extérieur au Caire et les chefs de wilaya ; de sa voix sourde il sait convaincre les plus récalcitrants. Il se trouve avec d'autres dirigeants du F.L.N. dans l'avion détourné par les militaires français et passera le reste du conflit en prison.

A l'indépendance, il se trouve rapidement en désaccord avec Ben Bella et organise un mouvement d'opposition le P.R.S. (parti de la révolution socialiste). Il vit en exil en France.

❹ **HOCINE AÏT AHMED BEN MOHAMED YAHIA,** connu sous plusieurs pseudonymes (Saïd Fahri est celui qu'il utilisera le plus fréquemment), est né en 1921 en Grande Kabylie. Il est titulaire de la première partie du baccalauréat et c'est un polyglotte confirmé. Fils de caïd, il est marié à la sœur de Mohamed Khider, autre chef historique, et il a un enfant. Pour avoir déclaré : « Nous obtiendrons l'indépendance par les armes », il fut condamné à un an de prison le 9 octobre 1947. En 1949, il est le chef incontesté de l'O.S. du P.P.A.-M.T.L.D., et remplace à ce poste Mohamed Belouizdad, mort de tuberculose dans un hôpital parisien. Le 4 août de la même année, il participe avec Ben Bella au hold-up de la poste d'Oran qui rapporte 3 170 000 francs, nécessaires à l'achat d'armes. Il ne restera pas longtemps à la tête de l'O.S., Ben Bella le remplacera. Le déclenchement de l'insurrection le trouvera au Caire chargé d'organiser les services d'information et de propagande du F.L.N. C'est à ce titre qu'il voyage et qu'il participe à la conférence de Colombo et aux débats de l'O.N.U. sur l'affaire algérienne. Le 22 avril 1956, il est arrêté dans l'avion arraisonné en plein ciel par l'armée française, ainsi que Ben Bella, Boudiaf, Khider et Lachraf. Il passera sept ans à la prison de la Santé, où il perfectionne ses connaissances linguistiques, politiques et économiques. En ▶

un album de famille chargé d'explosifs...

1962, il est député à la première Assemblée nationale de l'Algérie indépendante et se fait remarquer par son éloquence et sa rigueur. Dès 1963, il est en désaccord avec le gouvernement et surtout avec Ben Bella. Il forme un parti d'opposition le F.F.S. (Front des forces socialistes) et se réfugie dans le maquis kabyle où il est arrêté et emprisonné. Libéré en 1965, lors du changement de régime, il vit exilé en Europe.

❺ **RABAH BITAT** est né le 19 décembre 1925, à Aïn-Kerma, dans le Constantinois; fils de Mostefa Ben Moussa et de Lechahet Fatima Ben Ali.

Modeste magasinier à la manufacture de tabac à chiquer Bentchicou, il s'était fait remarquer par une audace exceptionnelle et une grande témérité, ce qui lui valut sa première arrestation en 1951. Il fut condamné à cinq ans de prison et dix ans d'interdiction de séjour. Dès les débuts de la révolte armée, il devait gagner son poste de la wilaya 4, et organiser la guérilla urbaine à Alger, en compagnie de son lieutenant, Bouadjadj Zoubir, arrêté presque immédiatement, et de Boudjema Souidani, premier chef terroriste de Blida. Une fiche de police, le signalant comme « très dangereux » fut diffusée d'Alger à l'intention de toutes les forces de police, qui réussirent finalement par l'arrêter le 23 mars 1955. Mais il laissait en place des commandos qui allaient s'implanter solidement dans la Casbah, sous la direction de Yacef Saadi et d'Ali la Pointe.

Après avoir occupé plusieurs postes de responsabilité depuis l'indépendance, Rabah Bitat est aujourd'hui ministre des Transports à Alger, où il vit avec sa femme, Zohra Drif, une des plus célèbres militantes F.L.N., organisatrice, aux côtés de Yacef Saadi, de la résistance à Alger.

❻ **MOHAMED BEN YOUSSEF KHIDER,** *alias* Gazaïri Saïd, est né le 13 mars 1912 à Alger. C'est un *beldi* (Algérois de souche). Il est autodidacte. Il fait son service militaire en 1936. En 1938, il est responsable de la commission « Justice » au sein du P.P.A. En 1946, il est élu député d'Alger sur la liste du P.P.A. de Messali. Il s'attaque avec virulence à l'U.D.M.A. de Ferhat Abbas. En 1949, il est le cerveau de l'attaque menée par Ben Bella et Aït Ahmed contre la poste d'Oran et destinée à renflouer les caisses du mouvement nationaliste. En 1951, il s'exile au Caire et y prépare l'action du 1er novembre 1954. Jusqu'en 1956, il vit au Caire et partage avec son beau-frère, Aït Ahmed, un appartement exigu au 8, rue Salamluk.

En octobre 1956, l'avion qui le transporte de Rabat à Tunis, où doit se dérouler une conférence importante des responsables F.L.N., est arraisonné et il est arrêté ainsi que ses quatre autres compagnons. Interné à la prison de la Santé, il y reste jusqu'en 1962. A l'indépendance, il devient responsable de l'organisation du parti F.L.N., mais il entre rapidement en désaccord avec Ben Bella. Il vit alors en Suisse et gère le trésor du F.L.N., constitué par les sommes recueillies auprès des militants pendant toute la guerre, « en attendant de le restituer au peuple ».

En 1969, il est abattu par des inconnus dans une rue de Madrid, alors qu'il faisait, en compagnie de sa femme, sa promenade quotidienne.

❼ **BELKACEM BEN HADJ HOCINE KRIM,** fils de Hocine Krim et d'Halima Chabat, est né en 1922 au douar Aït Yahia Moussa (commune de Dra el-Mizan). Le 21 août 1942, il s'engage aux Chantiers de jeunesse et entre dans l'armée en devançant l'appel de sa classe. Il quitte l'armée avec le grade de caporal fourrier et revient vivre à Dra el-Mizan, où il occupe le poste de secrétaire auxiliaire à la commune mixte. Accusé — sans aucune preuve — d'avoir tué un garde forestier de la commune, il est pourchassé et prend le maquis en 1947, sous le pseudonyme de Si Rabah. Il participe à tous les grands événements de la lutte nationale en Algérie et fonde le C.R.U.A. avec Aït Ahmed, Ben Boulaïd, Ben Bella, Ben M'Hidi, Bitat, Boudiaf, Didouche, Khider, etc. En l'espace de quelques années, on le condamne cinq fois à mort et deux fois aux travaux forcés à perpétuité.

En 1956, il quitte la Kabylie et s'installe en Tunisie, d'où il dirige l'organisation extérieure du F.L.N. Plus tard, il devient ministre dans le G.P.R.A. (gouvernement provisoire de la République algérienne), chef de la délégation algérienne aux négociations d'Évian. Dès l'indépendance du pays, il désapprouve la politique de Ben Bella. Devenu homme d'affaires, il fait le va-et-vient entre Alger et l'Europe. Accusé d'avoir organisé un attentat contre le président Boumediene, il est condamné à mort par contumace. A la fin de l'année 1970, on le découvre mort sur son lit, dans une chambre d'un palace de Francfort. Il avait été étranglé avec sa propre cravate.


Associated Press

❽ **MOSTEFA BEN BOULAÏD,** né le 5 février 1917, à Arris (Aurès). De taille moyenne, il a un visage volontaire aux traits réguliers et des yeux ardents. Fils de petits propriétaires fonciers, il succède à son père et devient meunier. Mobilisé en 1939, il fait la guerre dans l'armée française. Il est réformé pour blessure en 1942, puis remobilisé en 1943-1944 à Khenchela. Rendu à la vie civile, adjudant, médaille militaire, croix de guerre, il devient président de la corporation des marchands de tissus de l'Aurès. Marié, il aura sept enfants. A cette époque, il obtient une licence pour exploiter une ligne de cars Arris-Batna. En 1947, il adhère au P.P.A. de Messali Hadj et, en 1948, il se présente aux élections sur la liste du P.P.A.-M.T.L.D. Il est élu triomphalement avec 10 000 voix. Mais l'administration coloniale annule l'élection et nomme à sa place, un francophile : le cadi Abdelkader. En 1951, la même administration lui retire sa licence.

Membre de l'O.S. (Organisation spéciale) dès 1946, il est l'un des fondateurs du C.R.U.A. (Conseil révolutionnaire d'unité et d'action), qui voit le jour en mars 1954. Le 1er novembre, il est à la tête de la wilaya 1 (Aurès), d'où il dirige le déclenchement de l'insurrection. Il est arrêté à la frontière tuniso-libyenne en février 1955, alors qu'il essayait de se procurer des armes. Transféré à la prison de Constantine, il s'en évade le 4 novembre 1955 et reprend la tête du maquis aurésien. C'est là qu'il trouve la mort, le 27 mars 1956, victime d'un colis piégé parachuté sur son maquis par le 2e bureau français.

❾ **AHMED BEN BELLA** est né le 25 septembre 1918, à Marnia (Oranie). Son père était fellah et s'occupait de trente hectares de terres pauvres. Il fait des études secondaires à Tlemcen, jusqu'au brevet, puis son service militaire en 1937. Il est démobilisé en 1940, puis rappelé en 1943.

E.C.A.



Les anciens combattants, ceux des dernières guerres, gens du bled, en burnous barré de décorations, et qui vénèrent le képi. Ils ont donné leur sang à Verdun et à Cassino. Demain, s'ils restent loyaux à la France, le F.L.N. leur appliquera la loi du couteau. Ce sera leur dernière façon de donner leur sang à leur pays. Leur pays, en 1954, c'est encore la France, celle des champs de bataille, des pensions, de la gloire, des prises d'armes et des monuments aux morts.

LES REBELLES SONT DÉÇUS !

PRENONS l'Aurès. Il n'y eut pas de journée insurrectionnelle plus décevante pour les trois chefs rebelles – Ben Boulaïd, Chihani Bachir et Adjel Adjoul – que celle du 1er novembre 1954, dans cette forêt des Beni-Melloul où ils étaient venus se mettre à l'abri, après avoir lancé leurs commandos sur des points précis : casernes, commissariats, gendarmerie, ponts, gorges, dépôts d'essence. Cette journée, ils la passèrent à attendre les résultats de leur action, penchés sur un poste de radio. Mais, dans les bulletins d'informations, c'est à peine si on parla de l'Algérie. Quant à la presse, elle se montra remarquablement discrète. Dans *France-Soir :* « Brusque flambée terroriste en Algérie. » *Paris-Presse* précisait : « Trente attentats cette nuit en Algérie. » *Le Monde :* « Plusieurs tués en Algérie au cours d'attaques simultanées de postes de police. » En fait, c'est dans les journaux d'Algérie que les titres se déploient le plus généreusement. Mais, de Paris à Alger, d'Oran à Constantine, tous les commentateurs soulignent que les dégâts sont, dans l'ensemble, minimes et que « la population fait preuve d'un calme et d'un sang-froid absolus ». Il faut dire qu'elle n'y avait aucun mérite, car cette révolution algérienne préparée de longue date, et qui devait mettre le pays à feu et à sang, faillit tourner court. C'est à l'heure des bilans que les responsables mesurèrent leur déception.

Une presse très très discrète...

Revenons à l'Aurès, qui eut, dès le 3 novembre, droit à son titre dans *le Figaro :* « L'Aurès est en état d'insurrection. » Il fallut que Ben Boulaïd attendît quatre ou cinq jours le rapport détaillé de ce qui s'était passé chez lui. Alors il comprit pourquoi son poste de radio, dans la forêt des Beni-Melloul, s'était montré si avare de nouvelles. La plupart des combats n'avaient pas eu lieu, faute de combattants. Arrivés sur le terrain, les commandos, dans leur majorité, détalèrent, affolés par la disproportion des forces. Quant à ceux qui restèrent, ils avaient tiraillé sur des postes d'essence, alors qu'on leur de- ▶

◀ Des bombes artisanales stockées un peu partout, comme des œufs d'insectes, en prévision du grand soulèvement qui n'eut pas lieu. Un tuyau d'acier aux extrémités soudées, rempli d'un explosif à base de chlorate de potasse, d'huile de ricin et de kaolin. Le F.L.N. devra attendre deux années pour mettre au point un réseau de fabrication et de pose de bombes.



AFP



AFP

▲ Foum-Toub, dans l'Aurès ; une petite école, une jeune institutrice, puis soudain, c'est la Toussaint rouge, l'assassinat de Guy Monnerot, les rebelles qui assiègent Foum-Toub, les paras qui délivrent le village.

◀ Les rebelles n'ont pas tous un uniforme. Ils « planquent » leur arme sous leur burnous. Rien ne ressemble à un paisible musulman comme un rebelle. Difficile tâche de l'armée. Les rebelles s'habilleront aussi en femmes voilées.

Adjudant des tabors, il fait les campagnes d'Italie et de France. A son retour en Algérie, en 1945, il est frappé par l'ampleur de la répression qui frappe le pays, au lendemain de la défaite allemande. Il quitte l'armée et adhère au P.P.A.-M.T.L.D. de Messali Hadj. En 1949, il est le chef du commando qui attaque la poste d'Oran. Arrêté en 1950, condamné aux travaux forcés à perpétuité, il s'évade de la prison de Blida, en compagnie d'un autre nationaliste : Ali Mahsas, le 16 mars 1952. Nanti d'une fausse carte d'identité, il part pour Le Caire.

En Égypte, grâce au major Fathi el Dib, ami personnel du président Nasser, il peut entrer en contact avec ce dernier. Il était responsable de la logistique et de la fourniture d'armes ; il se devait donc d'alimenter les maquis, ce qu'il fit jusqu'à son arrestation, le 22 octobre 1956. Auparavant (1955), il fut victime d'une tentative d'assassinat perpétrée par un commando de la « Main rouge », un jour qu'il faisait la sieste à l'hôtel Méhari, à Tripoli. Après l'arraisonnement du DC-4 venant du Maroc par les autorités françaises, il est interné à la Santé, à l'île d'Aix, au château de Turquant et, enfin, à Aulnoye.

En 1962, il est élu président de la République algérienne démocratique et populaire et garde le pouvoir jusqu'en juin 1965. Destitué par le Conseil de la révolution, présidé par Boumediene, il n'a pas été encore libéré. H

Mitterrand : "une nation des Flandres au Congo"

mandait d'investir une caserne, comme à Batna.

S'il y eut sept tués dans l'Aurès, « berceau de la rébellion », le reste de l'Algérie passa sans trop d'encombre cette Toussaint rouge. Pas d'embuscades meurtrières sur les routes, ni d'attaques sanglantes sur les casernes ou les commissariats. Quant aux bombes, c'étaient de gros pétards qui firent peu de bruit et peu de dégâts.

Ainsi, l'objectif du F.L.N. : « Frapper partout, à la même heure, un grand coup, pour alerter l'opinion internationale », était loin d'être atteint. Encore le fiasco allait-il déclencher, de la part des autorités françaises, une série de réactions qui risquaient de porter les derniers coups avant même que l'insurrection eût eu le temps de prendre forme.

D'entrée, Mendès-France, président du Conseil, déclare : « L'Algérie, c'est la France ! » et François Mitterrand, « Des Flandres au Congo, il y a une seule nation, un seul parlement, c'est la Constitution, c'est notre volonté. »

Dissolution du M.T.L.D.

Les mesures cascadent. Le 5 novembre, c'est la dissolution du M.T.L.D. Déjà, la police d'Alger a ouvert ses fichiers, remonte les filières, perquisitionne, interpelle. La liste des suspects s'allonge. En dix jours, l'organisation F.L.N. d'Alger, si difficilement mise sur pied par Rabah Bitat et par le prédécesseur de Yacef Saadi à la tête des commandos terroristes, Zoubir Bouadjadj, est pratiquement démantelée. Quand ils essaient de renouer les contacts avec des ex-centralistes, on leur répond, en gros : « C'est trop dangereux. Vous êtes fous de continuer. La répression sera terrible ! »

Cette réponse traduit la pensée générale des masses musulmanes en 1954, alors que le souvenir de la répression de mai 1945, à Sétif, est encore douloureux. Les faits sont éloquents : à Oran, trente-huit responsables des attentats du 1er novembre sont arrêtés. A Alger, Zoubir Bouadjadj subit le même sort.

A.F.P.

◄ Dix jours après l'insurrection, les musulmans d'Algérie célèbrent la fête du Mouloud, une de leurs grandes fêtes religieuses, dans le plus grand calme. On promène le taureau à sacrifier.



E.C.A

◄ Treillis, chapeaux de brousse, nos troupes « nomadisent » sur les routes, pour des contrôles de population. Dans le bled, la « guerre » est plus visible.

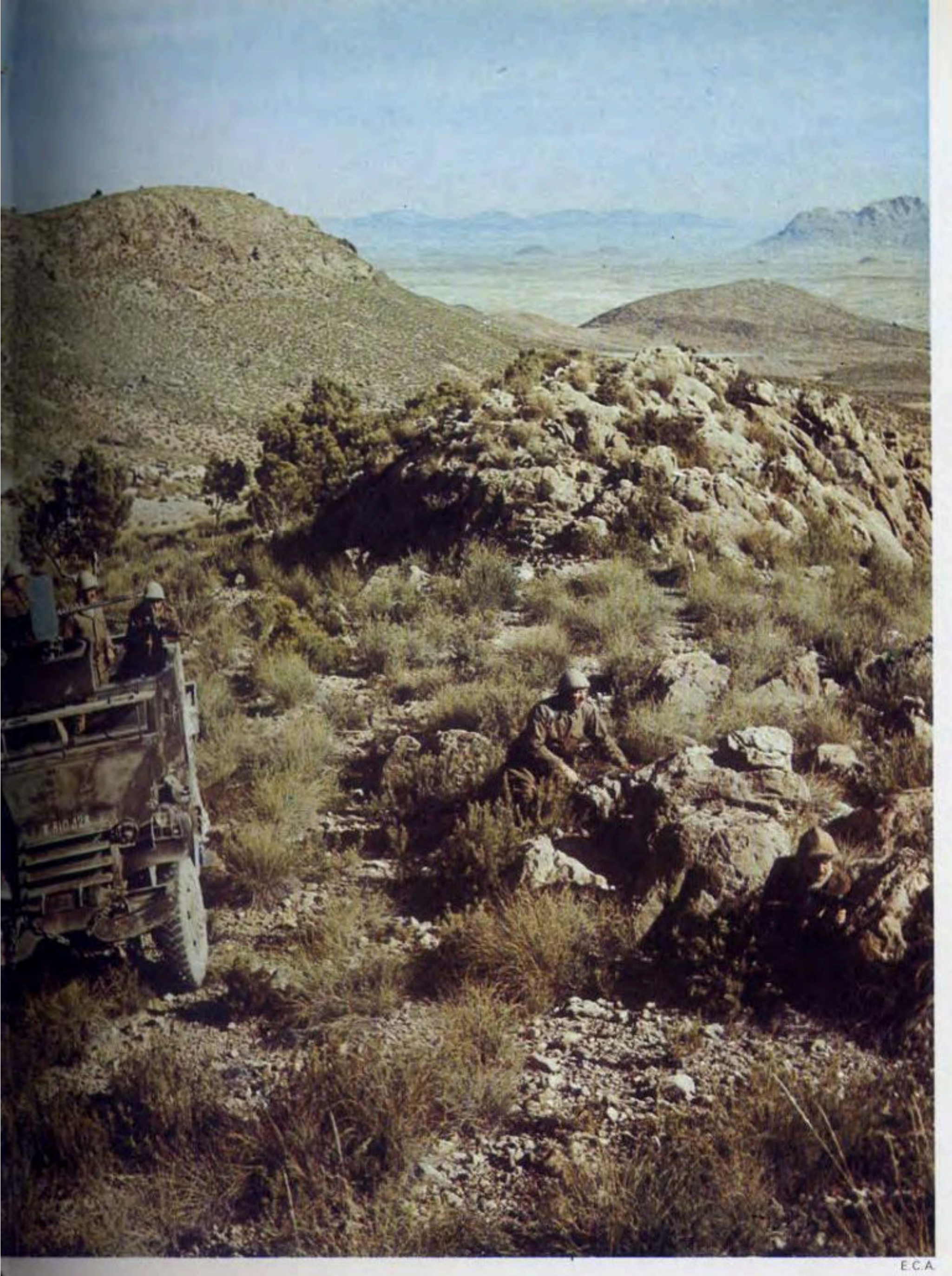


Dans la région ► de Tebessa, la gendarmerie patrouille. Opération de contrôle. Il n'y a pas de route. Le terrain couvert de maquis peut réserver des surprises.



Cinémathèque Gaumont

Les goumiers en action. Ils portent la djellaba brune, le turban, la cartouchière. Si ce n'était la marque de leurs armes, on pourrait les prendre pour des rebelles. Que cache ce chargement ?



E.C.A.

Qu'on imagine l'état d'esprit d'un peuple qu'une poignée d'hommes veut entraîner dans la lutte et qui compare ces loqueteux, leurs armes de fortune, leurs uniformes disparates, leur rêve insensé, avec le gouvernement français, les moyens dont il dispose et les méthodes qu'il emploie !

Dès l'aube de cette révolution, l'armée lance sur l'Aurès et la Kabylie des paquets de tracts ainsi conçus :

Appel à la population musulmane.

Des agitateurs, parmi lesquels des étrangers, ont provoqué dans notre pays des troubles sanglants et se sont installés notamment dans votre région. Ils vivent sur vos propres ressources, ils vous rançonnent et s'efforcent d'entraîner les hommes de vos foyers dans une criminelle aventure...

Musulmans! vous ne les suivrez pas et vous rallierez immédiatement les zones de sécurité avec vos familles et vos biens. L'emplacement de ces zones de sécurité vous sera indiqué par les troupes françaises stationnées dans votre région et par les autorités administratives des douars. Hommes qui vous êtes engagés sans réflexion, si vous n'avez aucun crime à vous reprocher, rejoignez immédiatement les zones de sécurité avec vos armes, et il ne vous sera fait aucun mal. Bientôt, un malheur terrifiant s'abattra sur la tête des rebelles. Après quoi régnera de nouveau la paix française.

Lisant ces mots, peu de musulmans doutaient qu'effectivement les rebelles ne fussent perdus. Quant aux chefs insurgés, qu'il s'agît de Krim, de Ben M'Hidi, d'Ouamrane, de Ben Boulaïd, de Boudiaf ou de quelque autre de ces neuf hommes qu'on appela par la suite « les historiques », lequel crut vraiment alors que la partie était jouable, que l'Histoire leur donnerait raison?

Navrant premier bilan !

Les hommes, d'abord, avaient flanché. De l'Aurès à l'Oranie, rares étaient les commandos qui n'avaient pas semé un ou deux couards en chemin.

Cela tenait au fait que ces groupes étaient menés, la plupart du temps, par des hommes sans expérience du commandement. Dans l'Aurès, particulièrement, où Chihani Bachir n'accompagna même pas ses troupes.

Un fiasco pour le F.L.N. !

Les armes, ensuite. Il fallut bien constater que leur nombre n'avait pas terriblement augmenté, puisqu'elles restèrent dans les râteliers des casernes qu'on n'osa pas attaquer, en dernière minute. De même que les mitraillettes espérées par Ben M'Hidi pour l'Oranie restèrent où elles étaient, dans le Rif espagnol; de même que, dans l'Aurès, l'attaque des mines de plomb de la région d'Ichmoul, qui devait permettre de rafler des explosifs, avorta au dernier moment.

Et tant d'autres exemples, qui firent du début de cette révolution un fiasco et amenèrent les chefs F.L.N. à s'avouer qu'ils avaient perdu la face et peut-être déclenché une forme de répression qui les perdrait dans l'esprit des Algériens.

Bref, alors qu'ils espéraient provoquer la panique chez les Européens, ils n'avaient, en définitive, modifié en rien leur attitude. En revanche, les autorités étaient bien décidées à tuer cette révolution dans l'œuf avec les moyens nécessaires.

Dès lors, le F.L.N. n'a plus que l'alternative de se saborder, se « suicider », jusqu'à la prochaine occasion, dans un mois, dans un an... ou de poursuivre la lutte, en lui donnant la forme du terrorisme le plus sanglant. Le constat d'échec du 1er novembre 1954 ne lui laisse pas le choix des moyens. H

Antoine QUENTIN

Commandements rebelles en 1954

Dès le mois de septembre 1954, l'Algérie avait été divisée par les chefs de la rébellion en wilayas (régions, sensiblement calquées sur les limites administratives des trois départements) :
Wilaya 1 (Aurès), commandée par Mostefa Ben Boulaïd.
Wilaya 2 (Nord constantinois), commandée par Rabah Bitat.
Wilaya 3 (Kabylie), commandée par Krim Belkacem.
Wilaya 4 (Algérois), commandée par Mourad Didouche.
Wilaya 5 (Oranie), commandée par Larbi Ben M'Hidi.
Wilaya 6 (Sud), sans commandement.
Didouche et Bitat permuteront rapidement, puis Bitat sera arrêté à Alger, le 23 mars 1955, et Didouche sera tué au combat, dans le Constantinois, le 18 janvier 1955.



Dans l'âpre paysage de la Grande Kabylie, à Michelet, le marché est un grand jour, où se retrouvent les montagnards. C'est aussi la bourse aux nouvelles. Celles de la rébellion kabyle.



F.L.N. : CHAPITRE PREMIER

LA ROUTE D'ALGER AU CAIRE : LIGNE DE FORCE DE L'INSURRECTION

C'EST au printemps de 1954, devant les ruines du vieux parti nationaliste de Messali Hadj, le M.T.L.D. (1), déchiré par des querelles intestines, que cinq militants importants décidèrent de créer un troisième courant. Ils s'appelaient Ben M'Hidi, Didouche Mourad, Rabah Bitat, Mohamed Boudiaf et Ben Boulaïd. Tous membres de l'Organisation spéciale du M.T.L.D. qui, dès 1950, avait tenté de mettre sur pied un véritable mouvement révolutionnaire algérien. La réaction ne s'était pas fait attendre. La police avait démantelé le complot et ses membres s'étaient retrouvés qui en prison, qui en fuite et vivant dans la clandestinité, qui en exil, comme Aït Ahmed, Ahmed Ben Bella et Mohamed Khider, réfugiés au Caire.

Le but essentiel des cinq militants était de « recoller les morceaux » du M.T.L.D., divisé en partisans du vieux Messali Hadj et en fidèles d'Hocine Lahouel que l'on appelait les centralistes. Cette troisième force — qui ne regroupait que cinq hommes ! — prit le nom de Comité révolutionnaire d'unité et d'action (C.R.U.A.)

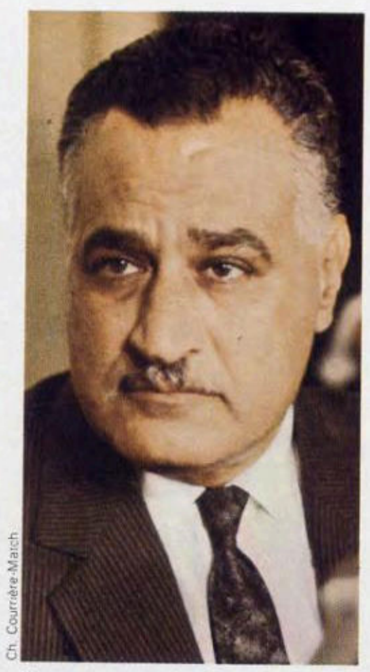
L'heure de l'action directe

Très vite, Ben M'Hidi, Didouche, Bitat, Boudiaf et Ben Boulaïd durent convenir de l'inanité de leurs efforts. Puisque l'unification du M.T.L.D. était impossible, ils décidèrent de développer le C.R.U.A. et d'en faire le seul mouvement nationaliste prêt à employer la violence pour parvenir à se libérer du joug de la colonisation européenne.

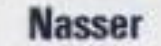
Le 8 mai 1954, au lendemain de la chute de Dien Bien Phu, ils se réunirent pour la première fois en compagnie de deux rebelles kabyles qui tenaient le maquis depuis 1947 : Krim Belkacem et Ouamrane Omar dans l'échoppe d'un cordonnier algérois de la rue de Mulhouse.

Ces deux maquisards, figures légendaires parmi le petit peuple kabyle, apportaient au mouvement l'organisation M.T.L.D. de leur région, restée à l'écart des querelles intestines grâce à la personnalité de leurs chefs.

(1) Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques.



Ch. Courrière-Match



Nasser

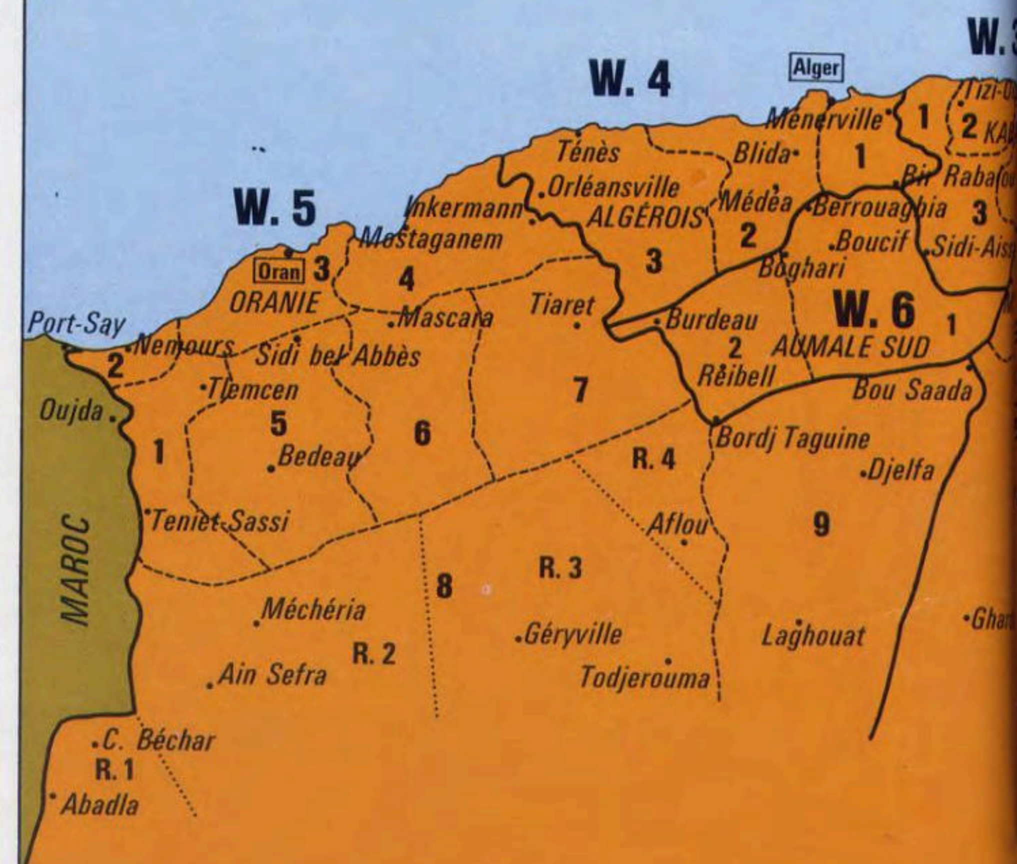


Mohammed V

I. Morath-Magnum



Bourguiba





Raymond Noël

Ben Bella

L'Algérie montait en parente pauvre dans le train de la décolonisation en marche. Déjà, la Tunisie et le Maroc luttaient pour leur indépendance, derrière Bourguiba et Mohammed V. Au Caire, les trois chefs historiques de l'extérieur, Ben Bella surtout, cherchèrent un appui auprès de Nasser, qui était prêt à les aider, dans le cas d'une action immédiate.

« Je peux compter sur plus de 1 500 hommes prêts à entrer en rébellion active contre les autorités françaises », dit fièrement Krim.

Cela suffisait pour que la Kabylie — rattachée à l'Algérois dans l'esprit des fondateurs du C.R.U.A. — fît figure de région à part entière. De toute façon, Krim n'entrait dans la danse qu'à condition d'être considéré comme chef de la Kabylie !

Au soir du 8 mai, l'accord fut conclu. Il ne restait plus qu'à mettre en route le recrutement en vue du grand jour. L'Algérie, dans l'esprit des révolutionnaires, était désormais divisée en cinq zones : Constantinois, Aurès, Oranie, Algérois, Kabylie.

Bitat se chargea du recrutement constantinois, Ben M'Hidi de l'Oranie, Didouche de l'Algérois. Quant à Ben Boulaïd, il était pour l'Aurès ce que Krim était pour la Kabylie : le maître absolu des militants nationalistes. De tout temps, ces deux régions sauvages avaient été les plus rebelles à la pénétration étrangère, qu'elle fût arabe ou française !

Pendant deux mois les « responsables » battirent le rappel dans leur région. Dans le bled, dans le djebel, leurs émissaires contactèrent les militants les plus décidés. De douar en mechta, de l'Aurès à l'Oranie, ils réunirent leurs futures troupes. Chacun des « chefs » désigna un état-major à partir duquel se ferait le recrutement. Aucun d'eux ne négligeait l'importance de la police des Renseignements généraux et dès la phase préliminaire, ils utilisèrent le système pyramidal. Un militant contactait deux sympathisants, lesquels à leur tour recrutaient chacun deux amis. Ainsi le cloisonnement était-il respecté. Chaque homme ne connaissait que trois personnes : son chef et ses deux recrues. Le démantèlement de l'O.S. en 1950 avait porté ses fruits !

Le 3 juin 1954, dans un appartement de la Casbah, rue Montpensier, Boudiaf, Ben M'Hidi, Ben Boulaïd, Didouche, Bitat, Krim et Ouamrane se réunirent une nouvelle fois pour faire le point. Quelques jours auparavant, Krim avait « impressionné » Boudiaf en lui présentant, dans un petit hôtel crasseux de la rue du Chêne, l'hôtel Saint-Martin, ses sept chefs de daïra (région), qui quadrillaient déjà la Kabylie. A eux sept, ils « disposaient » de 1 700 militants prêts à entrer dans la bagarre. Près de 500 avaient un fusil de chasse. Ils avaient en réserve quelque trois cents armes de guerre.

Boudiaf ouvrit la séance, rue Montpensier, par ces mots : « Aujourd'hui, l'heure est grave et solennelle. Plus rien ne nous sépare. Nous sommes tous unis par notre désir de mettre fin à la colonisation. L'heure de l'action directe va sonner. »

Après un rapide bilan, les sept hommes procédèrent au découpage définitif et à la « nomination » de chaque chef de zone.

Pour ne pas tomber dans les erreurs passées de l'O.S., écrasée par un pouvoir trop centralisé, on décida que chaque chef de zone aurait une autonomie complète. De même, à l'intérieur de chaque zone, les chefs de région et ceux de groupe « action » feraient eux-mêmes des propositions sur la conduite à suivre dans la subdivision dont ils seraient responsables.

Réunion historique des « 22 »

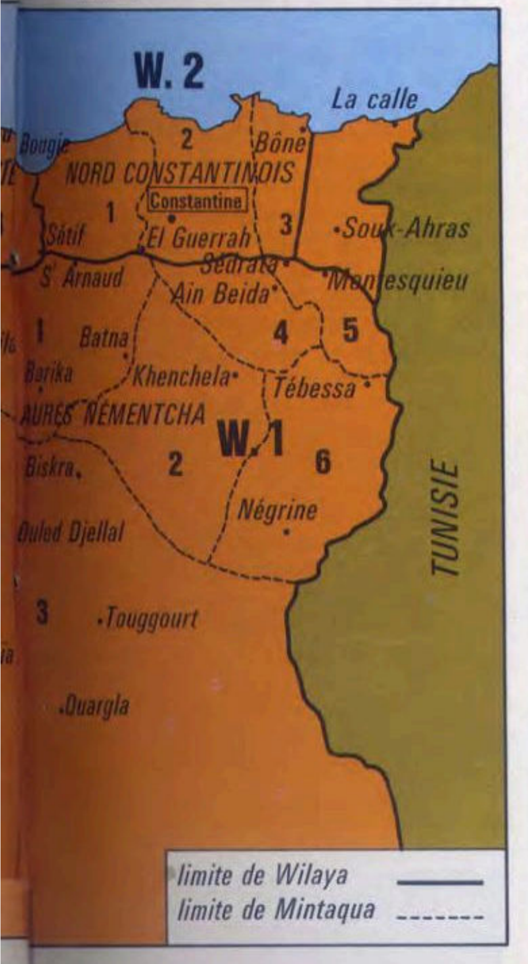
Avant même que le conflit fût déclenché, les chefs du C.R.U.A. venaient de prendre une décision qui pèserait sur toute la guerre et provoquerait les premières crises au sein de l'Algérie indépendante : l'autonomie des régions, que l'on appellera plus tard wilayas.

La question des responsables de région tranchée, on élut un président. C'est Boudiaf qui fut porté à la tête du C.R.U.A. Sa mission de contact avec l'extérieur et de coordination avec les zones le désignait pour ce poste.

On évoqua ensuite les trois facteurs susceptibles de déclencher l'action.

Le facteur intérieur était propice. L'opinion algérienne, voyant la lutte de la Tunisie et du Maroc, pays frères, pour leur indépendance, pouvait être favorable à la constitution d'un front nord-africain contre le colonialisme.

Le facteur extérieur n'était pas défavorable. La liaison avec Ben Bella, Aït Ahmed et Khider au Caire fonc-

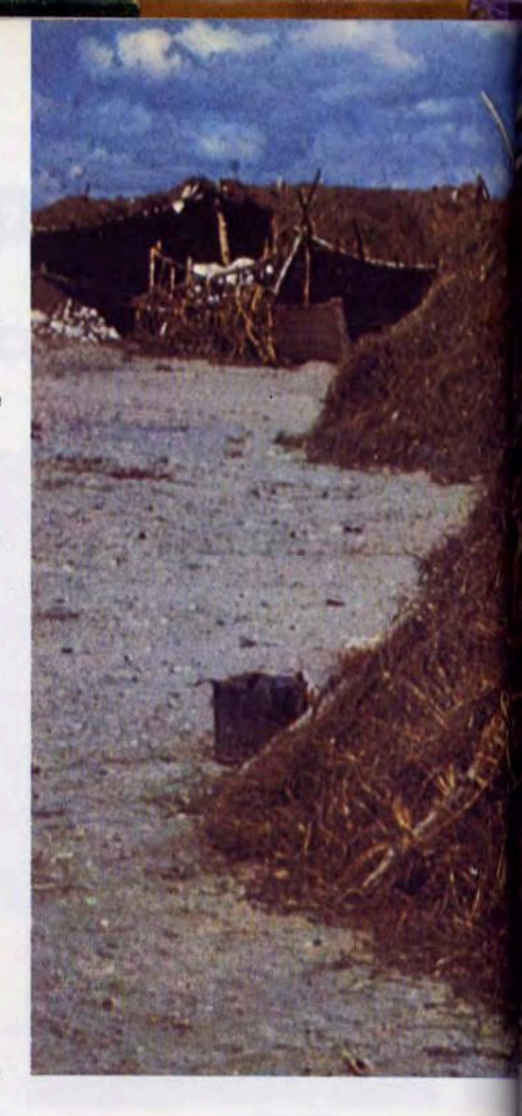


Les rebelles partagèrent l'Algérie en régions militaires, selon un découpage qui s'inspirait sensiblement de celui de l'administration française, dont, déjà, le P.P.A., puis le M.T.L.D., avaient calqué les limites, pour établir leur influence. Chaque wilaya était elle-même divisée en mintaquas, puis en nahias, puis en kasmahs. Le commandant de chaque wilaya avait le grade de colonel.

ils engagent le combat les mains vides !


Y. Courrière

Quelque part au maquis trois chefs rebelles : de gauche à droite : Krim Belkacem, chef de la wilaya de Kabylie, et ses deux adjoints Mohammedi Saïd et Ouamrane. Mohammedi Saïd porte un casque allemand en souvenir du temps où il servait dans la L.V.F. Ouamrane et Krim sont d'ex-sous-officiers de l'armée française. Krim fit son service dans les chantiers de jeunesse, et Ouamrane était un ancien sergent de tirailleurs. Dans sa Kabylie natale, même au temps où il prendra du galon (colonel), dans l'A.L.N., on l'appellera toujours « Sergent Ouamrane ».



tionnait bien. Des contacts avaient été pris à Genève et à Tripoli avec les « frères » marocains et tunisiens qui promettaient déjà leur aide dans la mesure de leurs possibilités. De son côté, Ben Bella affirmait que l'Égypte pourrait soutenir l'action dès son déclenchement.

Boudiaf posa alors la question : « Est-il opportun de déclencher l'action immédiatement ou bien doit-on attendre et préparer plus soigneusement le déclenchement ? » C'était le troisième facteur.

A l'unanimité, les sept hommes se prononcèrent pour l'action immédiate.

Les dés étaient jetés !

Coup de semonce ou révolution ?

Dorénavant, seuls les cinq chefs de zone participeraient aux réunions présidées par Boudiaf. Ouamrane restait sur place en Kabylie où devaient se régler les derniers préparatifs.

C'est le 25 juillet que se déroula la « réunion historique des 22 » dans la villa d'un certain Deriche, au Clos Salembier. Boudiaf, Ben M'Hidi, Bitat, Ben Boulaïd et Didouche profitèrent de l'absence de Krim – en tournée d' « inspection » dans ses montagnes kabyles – pour réunir les hommes de confiance que chacun d'eux avait recrutés depuis quelques semaines. Il était temps de présenter les principaux responsables les uns aux autres et de les convaincre de la participation des Kabyles qui, dans leur esprit, restaient encore très attachés à la personne de Messali. Si Krim avait été présent, il aurait été plus difficile aux « Cinq » d'expliquer la situation à leurs hommes. Ils auraient d'ailleurs eu tort de le faire en présence ou sous la pression du chef montagnard. Il ne fallait jamais perdre de vue le vieil antagonisme entre Arabes et Kabyles et il ne s'agissait pas de le faire jouer au détriment du mouvement qu'ils avaient eu tant de mal à mettre sur pied. Ben Boulaïd n'avait amené personne. Ses Chaouïas de l'Aurès lui portaient une confiance aveugle et n'avaient nul besoin d'être convaincus.

Après les présentations d'usage et le bilan des effectifs que chacun représentait, les « Cinq » persuadèrent l'ensemble de leurs adjoints de la « pureté » de leurs intentions.

« Le C.R.U.A. qui se transformera à l'heure de la révolution, dit Didouche, qui s'avérera le véritable moteur du mouvement, ne doit pas être une nouvelle fraction du M.T.L.D. qui, comme les deux autres, réduise son action à la parlote. Nous devons agir. Nous y sommes décidés. Mais pas en l'air. Avec un plan précis et défini d'une manière collégiale. Nous sommes là pour cela. »

Et tout de suite il posa la question principale :

« Devons-nous faire une révolution armée limitée ou illimitée ? Devons-nous tirer un coup de semonce pour provoquer le dialogue avec les Français ou entreprendre la révolution jusqu'à l'indépendance ? »

Les vingt-deux hommes prirent la parole chacun à son tour. Ils parlèrent non seulement en leur nom, mais au nom des militants qu'ils avaient déjà recrutés. A l'unanimité, ils se prononcèrent pour la révolution armée illi-

E.C.A.





Ces campements nomades, qui s'étalent dans les zones désertiques, rappellent étrangement les camps jordaniens. Huttes faites de branchages où les hommes et les bêtes vivent sous le même toit, autour de l'âtre creusé dans le sol. Pour sièges, des pierres. On appelle ça un douar, équivalant à un village. Village sorti du fond des âges, misère qui se résigne. La pire. Il suffit parfois de quelques kilomètres pour traverser des siècles... et retrouver la civilisation.

Gaidamour

mitée jusqu'à l'indépendance. Ce serait la guerre.

« Mais avec quoi la ferons-nous, cette guerre? dirent plusieurs des participants. Nous n'avons que quelques réserves, quelques caches de l'époque de l'O.S. »

« Si tu as deux cartouches dans ton fusil, c'est suffisant, s'enflamma Didouche. Si tu n'as pas d'arme, c'est à toi de prendre l'arme de ton ennemi. L'important est de recruter des hommes, de les préparer à l'idée de l'action directe, de les entraîner à la guérilla. »

Le jeune homme parla encore de l'importance et de la grandeur de la tâche qu'ils s'apprêtaient à accomplir et de l'abnégation dont il faudrait faire preuve pour y parvenir.

« Nous n'avons que très peu de chances de nous en sortir, conclut-il sourdement, mais d'autres nous relaieront, nous remplaceront. Il faut que nous donnions le départ de la révolution, que l'on sache que notre pays n'est plus amorphe! Les premières actions contre la colonisation ne seront pas grand-chose, ne vous faites pas d'illusions, mais elles auront une grande importance psychologique. Il faut que les Français se disent : « Ils ont osé ! » C'est cela l'important! Il faut allumer la mèche. Pour cela, il ne faut pas beaucoup d'armes. Il faut que nous le voulions. »

Ce thème, repris par Boudiaf, Ben M'Hidi, Bitat et Ben Boulaïd, emporta l'adhésion des participants. Les « Cinq » étaient bien les chefs dont ils avaient besoin. Krim serait celui que les Kabyles souhaitaient. Tout allait donc pour le mieux. Ils furent élus à main levée et à l'unanimité.

La débâcle de 1940, puis la fin de la guerre d'Indochine, sur le drame de Dien Bien Phu, annonçaient la fin de l'ère coloniale française.

L'Égypte : « public-relation »

Avant de clore la discussion, Ben M'Hidi leur fit une dernière recommandation : « Vous ne devez pas contacter personnellement plus de quatre ou cinq hommes sûrs. Laissez-les recruter leurs équipes personnelles en pyramide. Vous les surveillerez sans qu'ils vous identifient. Vous devez arriver à contrôler des militants qui ne vous connaîtront pas et qui ne se connaîtront pas entre eux, à l'exception des quatre ou cinq qui constitueront la même section. Ils auront le temps de faire connaissance quand nous prendrons le maquis. Et n'oubliez pas d'employer des surnoms qui retarderont, en cas de coup dur, l'identification policière. »

Les vingt-deux se séparèrent sur ce conseil de prudence. La réunion elle-même était une folie mais les « Cinq » avaient pris consciemment ce risque. Il était nécessaire pour qu'au jour J ces hommes agissent avec le sentiment qu'à l'autre bout de l'Algérie un autre compagnon qu'ils connaissaient emmenait ses hommes au même combat.

Au Caire les « Algériens », comme on appelait Ben Bella, Aït Ahmed et Khider étaient installés dans un petit bureau situé au 32, rue Sarwat Pacha. Lorsqu'il avait établi la liaison, Mohamed Boudiaf s'était aperçu des difficultés auxquelles allait se heurter la révolution en gestation. La « délégation algérienne », représentante officielle du M.T.L.D., n'avait pas très bonne figure. La « Voix des Arabes » n'avait que sarcasmes pour l'apathie des Algériens devant le colonialisme. Ceux-ci ne « faisaient pas le poids » devant les représentants marocains et tunisiens « en guerre » contre la France. Et le tout-puissant major Fathi El-Dib, chef des services spéciaux chargés des affaires d'Afrique du Nord, acceptait bien de fournir des armes et de l'argent à condition que Ben Bella s'engageât à participer, en tant que « section algérienne », au grand projet nassérien de révolution nord-africaine. Les délégués ▶

l'Egypte annonce au monde la révolution algérienne



Messali Hadj, le père du nationalisme algérien. Il milite pour la liberté, depuis 1923, date de la création de son parti, l'Étoile nord-africaine. Jusqu'en 1955, Messali ne cessera de reconstituer des partis. Le dernier sera le M.N.A., après la rupture entre Messali et la tendance « dure » du nationalisme, qui formera le F.L.N. et déclenchera l'insurrection.

Keystone

algériens savaient d'avance les divergences qui sépareraient les pays du Maghreb et entrevoyaient le plan de Nasser : jouer les médiateurs et se poser en « grand frère » du monde arabe en contrôlant la révolution.

« Pas grand-chose, peut-être, mais tout seuls », telle était la devise des Algériens. Ben Bella ne pouvait compter sur l'Égypte que pour annoncer au monde le déclenchement de la révolution algérienne. « Public-relation »..., un point, c'est tout. « L'aide financière, avait promis Nasser, nous vous la fournirons après le déclenchement. »

L'action ne pouvait venir que de l'intérieur. C'est l'Algérie qui devait dire elle-même sa volonté d'émancipation. Jusque-là, elle restait la parente pauvre du Maghreb en révolution contre la domination coloniale.

C'est à l'automne, le 10 octobre 1954, dans une maison à jardinet de Climat-de-France dans la banlieue d'Alger, que les six chefs de la révolution décidèrent de saborder le C.R.U.A. Le comité avait échoué dans sa mission de réunification du M.T.L.D.; il ne pouvait désormais compter que sur sa détermination.

« Nous devons présenter un mouvement pur, dit Didouche, qui naisse avec la révolution et grandisse avec elle. »

Après une rapide discussion, chacun des « Six » approuva le nouveau nom du mouvement : Front de libération nationale, F.L.N.

« Tous les Algériens, expliqua Boudiaf, pourront nous y rejoindre. Quelle que soit leur couleur politique. Nous devons opposer un front uni à la répression qui ne va pas manquer de s'abattre sur nous. »

Ben Boulaïd n'eut aucun mal à convaincre ses compagnons de créer un mouvement militaire parallèle au Front : l'Armée de libération nationale.

L'A.L.N., pour l'heure, était constituée de quelques groupes dirigés par les adjoints des cinq chefs de région !

La Fête des morts ? Non ! la Toussaint

Boudiaf communiqua au Caire, en code, la liste des hommes grâce auxquels la révolution allait prendre son essor. Chaque adjoint contrôlait environ trois à cinq groupes de « combattants » sûrs et – parfois – armés !

Ce 10 octobre, on discuta également de la proclamation qui devait suivre le début de la révolution. Boudiaf nota les points qui devraient, de l'avis de tous, figurer dans le « bulletin de naissance » du F.L.N. :

« Le Front de libération nationale n'aura qu'un ennemi, le colonialisme; un seul but, l'indépendance nationale. Il devra rassembler toutes les énergies saines du pays et internationaliser le problème algérien. Moyens de lutte : TOUS. »

« La plate-forme de discussion avec les autorités françaises portera sur :

1) La reconnaissance de la nationalité algérienne;

2) L'ouverture de négociations;

3) La libération des détenus politiques.



L'étroitesse des ruelles permettait de communiquer en passant d'une terrasse à l'autre sans se faire remarquer. La ville étant essentiellement musulmane, un membre du F.L.N. s'il était poursuivi, pouvait frapper à n'importe quelle porte, se glisser dans n'importe quelle maison, et ainsi, se volatiliser, au nez et à la barbe de la police. Quand il ne se déguisait pas en mauresque, comme le fit Krim Belkacem.

Bloch-Lainé

» En contrepartie :

1) Les intérêts français seront respectés;

2) Les Français restant en Algérie choisiront leur nationalité;

3) L'égalité Français-Algérien sera observée dans le respect mutuel. »

Boudiaf et Didouche furent chargés de rédiger la proclamation, compte tenu de ces indications.

Enfin les « Six » décidèrent de la date du déclenchement. Après avoir évoqué le 15 octobre, puis le 25, on se mit d'accord sur la date du 1er novembre, à 0 heure.

– Le 1er novembre, dit Didouche,



En 1946, l'Algérie *a son Parlement*, l'Assemblée algérienne. Solennellement ouverte par Marcel-Edmond Naegelen, alors gouverneur, elle est constituée par 120 délégués, dont 60 sont musulmans et 60 européens. Sur notre photo, Marcel-Edmond Naegelen dans un groupe de délégués.

Keystone

Chez les vieux musulmans, la rébellion fut d'abord accueillie avec réticence. Choqués par les collectes et les attentats, certains appelaient le F.L.N. : « La voyoucratie du M.T.L.D. » ▼



Bloch-Lainé Technor

Pour 9 millions de musulmans, le 1er novembre 1954 n'a pas encore le sens d'une révolution qui mènera à l'indépendance. En dépit des griefs graves qu'ils ont contre la France, nul ne peut imaginer qu'un jour une poignée de rebelles en aura raison. ▶



ça marque. Nous devons penser à l'exploitation psychologique.

– C'est la Fête des morts, dit quelqu'un.

– Non, répliqua Didouche, le 1er, c'est la Toussaint pour les catholiques. Tout le monde est d'accord ?

En fixant cette date fatidique, les « Six » venaient de décider du début d'une guerre qui allait durer plus de sept ans.

Le 24 octobre, ils se réunirent une dernière fois dans une maison de Pointe-Pescade. Ils approuvèrent la « proclamation historique du 1er novembre », rédigée à l'issue de la précédente réunion par Didouche et Boudiaf et que ce dernier allait emporter au Caire, où, le 1er novembre, elle serait lue à la radio, annonçant ainsi au monde le déclenchement de la révolution algérienne.

Chacun des chefs de zone énuméra ensuite les objectifs choisis sur place, tant en Kabylie que dans l'Aurès, le Constantinois, l'Algérois ou l'Oranie.

L'attaque simultanée d'objectifs éloignés et la proclamation publiée au Caire devaient suffire à « créer une psychose de peur et d'insécurité chez les Européens » et prouver au monde la volonté d'indépendance de l'Algérie.

Krim rappela que seuls les forces armées, les dispositifs économiques, les « traîtres » connus devaient être visés.

« Interdiction absolue d'attaquer des civils européens, précisa-t-il, approuvé par ses compagnons.

» Après l'action, nous devrons nous replier, poursuivre le recrutement et la propagande au sein de la population. Après l'embrasement, il y aura un temps mort qui devra nous permettre de nous organiser et de compter les vides, car la répression sera rapide et dure. »

Boudiaf demanda à chacun de ne pas déclencher l'action avant minuit. Passé ce délai, chaque responsable de zone pouvait fixer l'horaire qui lui semblerait propice dans sa région.

Lorsqu'ils sortirent de la villa de Pointe-Pescade, les « Six » – cédant à un mouvement sentimental et enfantin – décidèrent d'aller se faire photographier chez un petit artisan de l'avenue de la Marne, à Bab-el-Oued. Par bonheur, il était ouvert le dimanche. Pendant que, laborieusement, il faisait sa mise au point, les « fils de la Toussaint » pensèrent que pour déclencher la révolution ils avaient à compter sur huit cents hommes, environ quatre cents armes individuelles et des bombes artisanales !

Ils rangèrent soigneusement les épreuves encore humides que leur tendait le photographe et se serrèrent la main. Solennellement. Sans un mot. Quand ils se reverraient – s'ils se revoyaient un jour – la guerre et la révolution auraient été déjà déclenchées... **H**

Yves COURRIÈRE

DES MUSULMANS SI TRANQUILLES



◀ La vie des femmes musulmanes se passe entre les quatre murs de la cour intérieure. Elles y élèvent leurs enfants, reçoivent leurs voisines, conjurent le mauvais sort en brûlant de l'encens et complotent, en permanence, sur les hommes.

Boubat-Réalités

Penchés sur ▶ « Dimanche matin », journal du dimanche de « l'Écho d'Alger », ils lisent les nouvelles et se taisent. Jamais ils ne font de commentaires bruyants, comme les pieds-noirs. Bien malin qui peut savoir ce que ce silence cache.

L'AUTOMNE de 1954. Semblable à tous les autres. Banal. Plat. Les grenades mûrissent tranquillement au soleil à l'étalage du marchand des quatre-saisons qui nettoie sa lampe à carbure, car la nuit tombe plus vite, maintenant que l'été est fini. Dans les cafés, l'odeur fade du thé trop sucré et trop bouilli n'empêche pas les vieillards de jouer au *chiche-bich* (1), à la sortie d'une sieste qu'on continue à faire par habitude plus que par besoin. De jeunes désœuvrés jouent d'interminables et bruyantes parties de dominos. La radio serine ses airs confidentiellement, tant l'appareil est vieux. La voix d'Ismahène, la chanteuse égyptienne morte dans un accident de voiture, semble venir d'outre-tombe.

Mais personne ne l'écoute. L'effet n'est même pas comique. Qui oserait rire ? Car, tout en jouant, les clients parlent bas, chuchotent. Ce qui se passe en Tunisie et au Maroc demeure le sujet de conversation le plus fréquent. Parmi les consommateurs, certains ont l'air de se faire écouter. On leur demande leur avis. Ils restent évasifs. Tout vient en son temps. On ne va quand même pas faire des cours de haute politique en plein café ! Les militants savent que les mouchards pullulent. La police a les oreilles partout. Il faut faire attention. Le démantèlement de l'O.S. en 1951 (1) exige la vigilance.

(1) Jeu d'origine persane, entre le jeu de dames et les échecs.

(1) O.S. : Organisation secrète fondée par des militants du M.T.L.D. et qui préconisait la lutte armée.



Holmes-Lebel

Au parc de Galland, à Alger, les jardiniers arabes soignent des parterres de pigeons. Puis ils vont s'asseoir sur un banc, et pendant des heures, après leur travail, regardent la mer. C'est une scène courante, du parc de Galland au square Bresson, ou au Jardin d'essai. Fascinés, les Arabes regardent en silence. Tous les jardins d'Alger ouvrent sur la mer...



Atlas photo

En fait, il n'y a rien de précis. Mais tout le monde attend, espère. Une seule chose est sûre : la querelle des différents partis nationalistes commence à fatiguer. Face aux insurrections tunisienne et marocaine, l'Algérien reste frustré et en veut aux chefs des partis et aux luttes intestines entre les dirigeants.

12 octobre 1954 : calme plat

Les partis? Il y en a plusieurs : P.P.A.-M.T.L.D. de Messali Hadj, U.D.M.A. de Ferhat Abbas, les ulémas du cheikh Larbi Tébessi, ou parti de la rénovation religieuse, le P.C.A., dont les démêlés avec la police datent de longtemps, etc. Mais les deux partis qui ont l'oreille des masses sont le P.P.A.-M.T.L.D. et l'U.D.M.A. Le premier recrute parmi le prolétariat semi-chômeur et les jeunes intellectuels, le second a une clientèle exclusivement bourgeoise (propriétaires et membres des professions libérales). Tout le monde est au courant de la lutte qui oppose, au sein du M.T.L.D., Messali Hadj, le chef nationaliste le plus aimé, à son lieutenant Hocine Lahouel, qui conteste ses méthodes et son autoritarisme.

12 octobre 1954. Calme plat. Octobre familier. Dernier mois où le soleil peut encore sécher les provisions de couscous que l'on roule en grande quantité en prévision de l'hiver réputé pour sa rigueur sur les hauts plateaux du Constantinois. Sur les terrasses, à côté du couscous, il y a de grands baquets en bois dans lesquels on a mis du jus de tomate à sécher.

A l'intérieur des maisons, les femmes s'affairent et s'agitent car midi va bientôt vider les cafés pleins de chômeurs. On attend alors le cri de la sirène, hissée là-haut, sur les toits de la préfecture, parmi un agglomérat d'antennes et de câbles, avec une certaine appréhension, car c'est bientôt le retour du chef de famille et tout doit être prêt pour l'accueillir. Du coup, les voix perdent de leur acuité et les petits enfants, déchaînés tout à l'heure, deviennent plus dociles.

Midi. L'aïeul, à moitié aveugle, guette, lui, la voix du muezzin, et dès qu'il entend l'appel à la prière, il s'en va, trottinant, à l'intérieur de la maison faire ses ablutions, pour revenir, les membres gourds – malgré la chaleur – et la démarche inchangée, faire sa prière du *dhor* (1), en plein milieu du patio où sèche la laine des matelas que l'on a défaits tantôt.

Retour du père. Djellaba de soie grège, chèche (2) strict et éblouissant de blancheur. Une fois assis dans la pénombre de la pièce où il prend ses repas et que les femmes se sont ingéniées à garder très fraîche, malgré le soleil qui tape dur au-dehors, il sort de ses poches plusieurs journaux en arabe et en français. C'est là un rituel. Ses enfants autour de lui se disputent les périodiques. Un regard du père suffit à ramener la concorde parmi eux.

Constantine : un chaudron nationaliste

Il y a *la Dépêche de Constantine*, mais il y a surtout les publications, souvent hebdomadaires, des partis nationalistes : *El-Basaïr,* écrit en arabe, qui est l'organe de l'association des ulémas du cheikh Larbi Tébessi. Il y a aussi *la Résistance algérienne*, journal du P.P.A.-M.T.L.D., dont le rédacteur en chef est Hocine Lahouel. Saisi le plus souvent et qu'on s'attend à voir interdire d'un jour à l'autre, bien que, pour le moment, il n'évoque que les querelles de minaret, internes au parti et causes de l'immobilisme politique. Il y a encore *Liberté,* deux feuilles ronéotypées, qui parle beaucoup de l'Indochine.

Alors que la mère et les filles s'affairent autour des braseros, puis à l'intérieur de la salle fraîche, interdite maintenant, et jusqu'à la fin du repas, aux chats, les discussions vont bon train. D'abord : Dien Bien Phu ! Les Vietnamiens sont en train de gagner la guerre et nous, que faisons-nous? Les garçons de la famille qui vont au lycée sont déjà politisés. Non, ce n'est pas le professeur d'histoire-géo qui leur a inculqué les quelques notions politiques dont ils font étalage devant le père, qui n'est pas peu fier de la réaction de ses enfants.

Constantine a toujours été un chaudron nationaliste. Tout est en ébullition. A l'intérieur ! Car depuis Guelma, depuis Sétif, depuis le 8 mai 1945, une sorte de vigilance mêlée de méfiance règne. Les collines de Dien Bien Phu tombent ▶

(1) Prière de midi, dans la liturgie musulmane.
(2) Couvre-chef traditionnel fait de l'assemblage de plusieurs bandes de tissu fin, qu'on enroule autour de la tête.

l'Algérie d'Aïcha

◀ Dans les ruelles chaudes des quartiers arabes, les « disocupadi » jouent aux dames, aux échecs, aux dominos, pendant des heures. On n'entend que le claquement des pions sur l'échiquier.

Atlas photo

Le vieux garde champêtre. Fier de son uniforme, de son calot, de ses décorations. Sur la poitrine : Verdun. Dans la tête, des pensées bien enfouies.

une à une. Et nous? L'aîné s'emporte. Et Messali Hadj qui pérore dans son exil ! Il a trop vieilli.

Le père écoute. Issu de la petite bourgeoisie commerçante, il est autodidacte et manie l'arabe et le français à la perfection. Malgré sa sympathie pour Ferhat Abbas, il n'est pas à l'U.D.M.A., mais au M.T.L.D., dont il a été le trésorier pendant quelques années pour la région de Constantine. Musulman orthodoxe, il a tenu à envoyer ses fils à la medersa Ben-Badis pour l'apprentissage de l'arabe, aux cours du soir, à la sortie du lycée où la langue du pays est enseignée comme une langue étrangère !

L'aïeul sait par cœur les poèmes de l'émir

Il ne croit pas aux tergiversations. Il est pour la lutte tout de suite. Ami de Ferhat Abbas, qu'il héberge lors de ses tournées électorales, à Constantine, il n'omet pas de lui rappeler qu'il n'y a pas deux façons d'obtenir l'indépendance. Les faits lui donnent raison. A l'est et à l'ouest, le brasier s'allume. On a l'air de quoi? répète Salim, l'aîné, qui, en classe terminale, étudie Descartes alors qu'il sait que la preuve ontologique de l'existence de Dieu a été énoncée par l'iman El-Ghazali quelques siècles avant la philosophie cartésienne. Oui, on a l'air de quoi?

Lecture des journaux. Les feuilles que l'on plie et que l'on froisse. Les textes que l'on souligne au crayon rouge. École du nationalisme. Le père connaît son histoire algérienne. Celle-là, on ne l'enseigne nulle part. Même pas à la medersa Ben-Badis, coincée entre une vieille fontaine et un quartier où la misère grouille.

Le père connaît son histoire algérienne. Il a déjà expliqué la conquête.



◀ Les échoppes s'alignent, rue Randon, dans la Casbah. Une vieille femme achète un œuf. Ce sera peut-être son dîner, avec de la galette.

L. Ionesco-Réalités

Les raisons de sa réussite. Il a déjà expliqué la résistance nationale. Les raisons de son échec. Il a surtout dit et redit à ses fils : « Il ne faut pas perdre de vue un point capital : de 1830 à nos jours, la résistance algérienne à l'occupant français n'a jamais cessé. » Pour convaincre ses jeunes garçons, impatients et parfois sarcastiques, il cite la résistance de l'émir Abd el-Kader, celle de Mokrani, celle de Mezghena, celle de Boumezregue, celle de Boumaza, celle des Ouled-Sbaa, celle du Sud, qui a duré jusqu'en 1920, celle de l'émir Khaled et celle du 8 mai 1945.

On cite des dates : 1830, 1848, 1871, 1945. On réfute. On critique les dirigeants nationalistes. Parfois la discussion est violente. Mais le père est très respecté. Il sait imposer le silence. L'aïeul, qui a fini sa prière, entre dans la pièce ; il semble hésiter dans sa titubation angoissante, mais non ! Il connaît son chemin jusqu'à la table ronde et basse autour de laquelle le chef de famille et ses enfants mâles s'apprêtent, tout en discutant politique, à s'asseoir.

Dehors, la dévoration solaire malmène les mouches, qui vrombissent dans l'air chaud et viennent buter contre le rideau de toile rouge avec un gros bruit sec. Lui, l'aïeul, s'assoit au milieu et préside le cercle. Il sait par cœur les poèmes de l'émir, les chants sur la prise de Constantine, les chansonnettes sur Mezghena et les litanies sur la mort du bey Salah, qui a vu les femmes troquer leurs voiles blancs contre des voiles noirs, et qui perpétuent cet acte de ferveur populaire. Il connaît aussi par cœur la lettre envoyée par un chef résistant du Sud oranais à un commandant français qui le sommait de se rendre : « Les puis-

Desjardins-Réalités



La mère. Personnage essentiel de la famille musulmane. Elle élève les fils et, plus tard, règne sur la bru. En Kabylie, et dans l'Aurès, c'est elle qui, devenue vieille quand on l'appelle la « Tamaghart », détient la clef de l'armoire aux aliments. On sait ce que cela veut dire, dans les familles où la pitance est rare.



J. L. Swiners Réalités

sants sont justes. Mais comme vous êtes injustes, vous n'êtes pas puissants. Nous n'avons que la poudre de nos canons à vous offrir... »

La mère n'a pas oublié Guelma

Puis la mère apporte le plat commun où chacun va manger en trempant son pain dans une sauce épicée, sorte de ragoût à la viande de mouton. Entre-temps, une des jeunes filles de la famille découpe, dans un plateau finement ciselé, une énorme pastèque. Le père donne le signal en prononçant une formule sacrée et le repas commence. En face, dans un autre coin de la chambre, la mère, entourée de ses filles et des femmes qui vivent dans la maison, préside de son côté le déjeuner féminin.

Elle est d'accord sur tout ce qui se dit, mais elle a peur de la répression. Elle n'a pas oublié Guelma 1945 : toute sa famille anéantie, déportée, exilée. Ses fils l'ont convaincue depuis belle lurette que la lutte était inéluctable et qu'il ne fallait plus tomber dans les erreurs du passé. Ne pas se laisser faire et surtout ne pas devenir une cible idéale pour ceux d'en face. Elle trouve l'aîné trop idéaliste, quand il parle de maquis. Elle connaît la légende de Grine et sait des chansons exquises sur ce maquisard qui tient depuis des années l'armée française en échec. Mais elle pense que son fils est trop jeune. Il s'emporte trop vite. Salim est intelligent. Il est bon élève. Elle rêve pour lui d'une profession libérale : médecin ou avocat, pour soigner ou défendre les laissés-pour-compte, les gueux et les chômeurs.

Il faut faire accoucher l'Histoire

Mais elle a comme une intuition. Quelque chose se prépare dans l'air. Les hommes remâchent le massacre du 8 mai 1945. Ils en sont à la fois traumatisés et galvanisés. Et puis les Tunisiens et les Marocains ont entamé la lutte de libération nationale. Il faut bien que l'Algérie s'y mette à son tour. Il y va de son honneur. *Ennif* (1) ! La mère n'aime pas la guerre, mais ses fils lui en ont tant parlé qu'elle leur fait confiance. Ils sont si savants ! Son mari non plus n'arrête pas de ressasser ses griefs contre les colons et contre l'administration française. Elle se souvient qu'en mai 1945 il a été arrêté, parce que membre du M.T.L.D., et qu'il est resté en prison jusqu'en 1950. Avant, il avait été exilé en France, puis en Tunisie, où il a purgé une peine de trois ans à la prison militaire de la Casbah. Rien n'y a fait. Au contraire !

Pendant le repas, la discussion reprend, beaucoup plus calme, par respect pour l'aïeul qui semble heureux. La relève se fera dans de bonnes conditions ! Lui, il a vécu les premières décennies de la colonisation, avec son cortège d'humiliation et d'amertume. Le père parle à voix basse, il chuchote presque pour ne pas effrayer les femmes, qui dressent l'oreille pour essayer de comprendre de quoi il s'agit effectivement. Le chef de famille est catégorique. Cesser de faire confiance aux chefs traditionnels. Ne plus croire aux discours, prendre exemple sur l'Indochine, la Tunisie, le Maroc, et passer à l'action.

Mais comment faire ? Les questions fusent. Que faire concrètement ? Le père ne sait que répondre. En fait, il n'en sait rien. Se serait-il laissé emporter par ses sentiments ? N'est-il pas en train d'exagérer les possibilités d'un déclenchement de l'insurrection armée ? Bien sûr, il en a gros sur le cœur. Il s'arrête de manger. Il n'a plus faim. C'est toujours la même chose. Chaque fois qu'on en vient aux modalités pratiques, des difficultés surgissent. En fait, c'est le brouillard ! Il fait chaud. La vapeur d'eau suinte à travers les méandres compliqués du pot à eau en étain. La pastèque ouverte en dix tranches, avec le cœur qui repose au milieu et qu'on offrira tantôt, en priorité à l'aïeul, semble ridicule et presque bizarre, face au malaise de cette famille bourgeoise que l'immobilisme des chefs politiques agace.

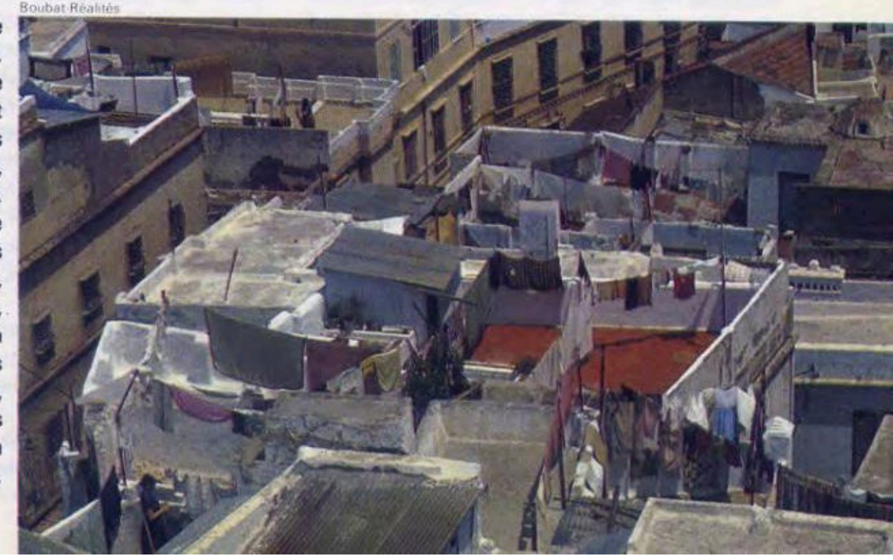
Salim pense qu'octobre s'éternisera, puis s'effilochera en splendeur avant les grands vents d'ouest qui balaient les hauts plateaux en prévision de la grande neige, et rien ne se passera. Malgré son scepticisme, le jeune homme pense que quelque chose pourrait arriver, qu'il faudrait faire accoucher l'Histoire. Pour lui, le temps presse.

Encore une fois, la lecture des journaux nationalistes l'a déçu. Des mots, des mots ! Il jure de ne plus les lire. Mais avant de partir pour le lycée, il n'oublie pas de les mettre dans son cartable, pour les passer à ses camarades. On en reparlera sur le chemin du retour. De belles phrases en perspective ! On le dira trop impatient. Mais que faire ?... **H**

Omar CHAÏR

(1) Littéralement, ce mot veut dire *nez*. En Algérie, le nez est le symbole de l'honneur et de la dignité de l'individu.

Boubat Réalités



Les terrasses de la Casbah. Comme autant de radeaux, descendant vers la mer. Chargées de femmes, d'enfants, de plantes, de chats. Hissant le grand pavois des lessives. Un jour, par ces terrasses, le F.L.N. introduira dans la Casbah ses hommes, ses armes, ses laboratoires de bombes. Ce sera « la bataille d'Alger ».

VAUJOUR : FRAPPER FORT


A.G.I.P. - R. Cohen

Un délégué à l'Assemblée algérienne : M. Ben Chenouf élu à Khenchela, dans l'Aurès. C'est le type parfait des « guennours » : les élus musulmans traditionalistes.

Ce qui, à dix-sept ans de distance, émerge de ma mémoire c'est le souvenir d'un samedi, le samedi 23 octobre 1954. Ce jour-là, le ministre de l'Intérieur, M. François Mitterrand, qui achevait sa tournée d'inspection en Algérie, reprenait à Bône l'avion pour Paris et s'interrogeait. C'est ce même jour que j'ai eu des informations relativement précises par le contrôleur général Costes et par le chef du service des Renseignements généraux d'Alger, Jean Carcenac. Costes, qui avait marqué les R.G. de sa personnalité, avait reçu de ma part des responsabilités dans la surveillance de la frontière tunisienne. D'après ces informations, quelque chose de sérieux se préparait sur l'ensemble du pays. J'ai aussitôt rédigé une note que M. Léonard a transmise à Paris, en signant le projet de lettre qui l'accompagnait. C'est ce qu'on a appelé le « rapport du 23 octobre ».

Jean Vaujour nous reçoit dans son bureau, près du Trocadéro. La rosette sur canapé qu'il porte à la boutonnière, des photos dédicacées et une lettre signée par le général de Gaulle attestent les services qu'il a rendus à l'État. Le 1er novembre 1954, en qualité de préfet, il dirigeait la Sûreté générale en Algérie. Depuis, il a pris la présidence d'une importante affaire industrielle.

Pas un seul fellagha devant ma jeep

— Pour gagner du temps, j'ai envoyé à Maison-Blanche un commissaire porteur de ce « pli urgent », avec mission de le remettre à un commandant de bord d'Air France. Et, toujours pour aller plus vite, j'ai demandé par téléphone à l'Intérieur qu'un autre commissaire se trouvât à Orly à l'arrivée de l'appareil pour le récupérer. J'oubliais seulement qu'on était samedi, que c'était le week-end... Ne voyant rien venir, le mardi, j'appelle l'Intérieur. On me répond : « Non, le ministre n'a pas encore pris connaissance de votre rapport. Il va le faire incessamment. »

Il était, en 1954, du petit nombre de responsables qui s'inquiétaient.

— On parle de plus en plus dans les milieux officiels de pressentiments, d'éléments d'information et de renseignements divers. Je provoque, le 27 octobre, une réunion à la préfecture de Constantine. Le préfet de ce département, M. Dupuch, préside. Le général Cherrière, commandant en chef en Algérie, est présent. Je fais état de renseignements fournis par le commissaire divisionnaire Grasser, chef des R.G. du Constantinois, qui assurent que des bandes de plusieurs dizaines de fellaghas en armes circulent dans les douars de l'Aurès. Certains militaires haussent les épaules. Pis, nous autres policiers paraissons presque ridicules avec nos « chaussures à clous ». Le commandant de la place de Batna, me répond avec un certain agacement : « Tout cela est très » exagéré et très déformé, monsieur le » préfet; voilà des semaines que je par» cours l'Aurès et je puis vous assurer que » je n'ai pas encore vu un seul fellagha » devant ma jeep! »

» On croyait encore qu'on tenait l'Algérie avec des jeeps, des tanks et des avions! Les regards se tournent alors vers l'administrateur de la commune mixte d'Arris, directement concernée, M. Rey, qui répond : « Nous n'avons aucun indice » réel. Les Chaouïas sont, certes, turbu» lents, mais de là à ce qu'ils prennent les » armes... » Pourtant, il demande à m'entretenir en privé et, à la fin de la réunion, m'explique ceci : quelques jours plus tôt, un Chaouïa était venu le trouver pour lui vendre une information concernant un prétendu plan de mobilisation de l'Aurès contre les Français. Il avait répondu que c'était une affaire de police et avait répercuté sur les R.G. L'interlocuteur demandait un million pour de plus amples détails et, surtout, exigeait qu'aucun contact n'eût lieu dans le Constantinois.

— Son offre n'avait pas été acceptée ?

— Mais si! Il devait venir à Alger, descendre en gare de l'Agha et, là, se faire



Agence Dalmas

On peut encore veiller dans les grandes villes, le soir. L'Algérie, comme tous les pays chauds, commence à vivre quand le soleil est tombé. Elle supportera mal l'ère du couvre-feu.

reconnaître d'un inspecteur. Hélas ! des affaires de famille l'empêchèrent de venir immédiatement. Rendez-vous était pris pour le 3 novembre. Trop tard comme vous voyez !

0 h 50 : l'heure historique

– Et comment les choses se sont-elles passées le 1er novembre ?

– Le dimanche 31 octobre, le commissaire divisionnaire Lajeunesse, chef des R.G. d'Oran, m'a téléphoné et m'a dit qu'il fallait qu'il me vît tout de suite, que c'était grave. Je lui ai répondu : Sautez dans votre voiture, je vous attends.

» L'après-midi, il m'a présenté la première bombe artisanale. Son informateur l'assurait qu'il serait averti quarante-huit heures à l'avance du déclenchement des opérations. Mais cet individu n'a pas été informé ou alors il nous a trompés. Je croirais plutôt qu'il n'a pas été mis au courant puisque l'Oranie n'a pas bougé, sauf à Cassaigne, où un automobiliste a été assassiné. J'ai aussitôt téléphoné à tous les commissaires des R.G. d'Algérie en leur disant de se mettre en route tout de suite pour être dans mon bureau le lundi matin à 8 heures. Puis j'ai convoqué immédiatement en conférence les commissaires du département d'Alger avec qui nous avons travaillé jusqu'à 23 h 30. Je n'étais pas encore couché que la première bombe a éclaté.

– L'avez-vous entendue ?

– Non ! C'est Jean Carcenac qui m'a appelé vers 1 heure. Elle avait éclaté à 0 h 50.

– Selon certains, la première explosion a eu lieu à 1 heure et, selon d'autres, à 1 h 15.

– Si mes souvenirs sont exacts, c'est à 0 h 50. C'est l'heure historique.

Jean Vaujour n'est plus aujourd'hui dans l'Administration. Mais il n'a pas changé, sauf que son abondante chevelure est devenue blanche. Il a toujours la même manière de rejeter la tête en arrière pour mieux prêter attention aux paroles de son interlocuteur.

– Nous ne savions pas exactement ce qui se préparait, mais, dès avril 1954, nous avions eu des informations selon lesquelles existait en Tripolitaine un camp où s'entraînaient à la guérilla des Marocains, des Tunisiens et même des Algériens. Cela était revenu à nos oreilles par des informateurs qui, dans les douars, avaient entendu des hommes raconter leurs aventures en Libye. Ces informations étaient assez précises pour donner la situation du camp et même l'emploi du temps d'une journée des futurs guérilleros, qui, à mon avis, étaient surtout destinés à la Tunisie. J'ai rédigé une note à l'intention de l'Intérieur et des autres ministères et aussi à l'adresse des ambassadeurs en Libye et dans les pays arabes, sans oublier les résidents au Maroc et en Tunisie. Je n'en ai plus jamais entendu parler. En tout et pour tout, j'ai reçu, si mes souvenirs sont exacts, un accusé de réception sans commentaires.

Paris entre deux feux. Rébellion ? Répression ?

– Et que sont devenus ces guérilleros ?

– Ils sont arrivés en Algérie, en janvier ou février 1955. C'est d'ailleurs à ce moment-là que nous avons fait prisonnier en Kabylie un lieutenant irakien.

– Et les élus musulmans ? Les caïds ?

– Ils ne disaient que peu de chose, et encore fallait-il, dans leurs propos, faire la part de la vérité et celle de l'inquiétude. Le délégué à l'Assemblée algérienne de Khenchela, M. Ben Chenouf, a raconté par la suite que, si on lui avait fait confiance et si on lui avait donné de fortes sommes d'argent, il aurait pu étouffer la rébellion dans l'Aurès. Je n'ai aucun souvenir d'une demande ou d'une information de sa part.

– Aucun autre indice ?

– Oui et non. Dans le Sahel et dans la Mitidja, il nous était revenu que de jeunes Algériens s'exerçaient à lancer des pierres à la manière des lanceurs de grenades. Mais cela ressemblait plutôt à un jeu de scouts musulmans.

– Vous n'aviez pas entendu parler du C.R.U.A. (Comité révolutionnaire d'unité et d'action) ?

– Nous connaissions son existence depuis le congrès d'Hornu, le 1er juillet, en Belgique, mais nous n'avions pas encore évalué ses forces et ses éventuelles ramifi- ▶

le problème clef de l'affaire algérienne, c'est la Tunisie

cations. De plus, ses membres étaient des francs-tireurs, des « anarchistes » de l'indépendance puisque à ce moment la grande figure du nationalisme était encore Messali Hadj.

» Dès le début des troubles, une opération de police fut pourtant déclenchée contre le M.T.L.D. (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques).

352 rebelles, et pas tous armés

— Cette opération a-t-elle manqué son but ?

— Pas tellement car, par le M.T.L.D., nous pensions remonter au C.R.U.A., lui ôter tout support. Il était clair qu'une partie de ses membres n'avait pu être recrutée que dans ses rangs.

» En effet, en dix jours — et les nationalistes l'ont reconnu par la suite — l'organisation F.L.N. d'Alger était décapitée.

— Comment a réagi Paris ?

— On avait le sentiment que Paris ne se désintéressait pas de ce qui se passait, mais croyait à de petits mouvements révolutionnaires consécutifs aux événements de Tunisie et du Maroc. M. Mitterrand a envoyé un de ses collaborateurs, M. Nicolaï — maître des requêtes au Conseil d'État, donc un collègue de M. Léonard —, se rendre compte sur place. Mon opinion est que Paris craignait à la fois la rébellion et l'idée d'avoir à déclencher des opérations répressives. On l'a bien vu lorsque furent lancés sur l'Aurès des tracts menaçant les insurgés d'un « malheur terrifiant ». Je vous rappelle que les autorités responsables souhaitaient alors voir les populations civiles descendre des douars pour pouvoir, sans danger pour elles, mener les opérations contre les bandes armées. Mais certains n'ont pas vu qu'il y avait dans ces tracts beaucoup plus une action psychologique que le désir de mettre le massif à feu et à sang. Paris s'est inquiété et, en fin de compte, l'opération a été reportée, puis annulée.

— Aviez-vous une estimation juste de la rébellion dans les premiers jours ?

— Non. On ne s'est fait une idée précise qu'en janvier, lors de l'arrestation de Mostefa Ben Boulaïd, qui tentait de passer de Tunisie en Tripolitaine pour trouver des armes. Par un carnet qu'il portait sur lui, on a appris que dans l'Aurès, dont il était le chef, les effectifs étaient exactement de « 342 plus une section de commandement de 10 hommes ». 352 rebelles qui n'avaient même pas tous une arme !

Jean Vaujour ne s'est jamais séparé de l'Algérie. Il y est revenu dans l'équipe Delouvrier parce qu'il pensait que tout n'était pas perdu. Il y retourne encore aujourd'hui pour les affaires de son groupe.

— Savez-vous que j'avais mis au point tout un plan qui consistait, dès janvier 1955, à encercler complètement et militairement l'Aurès — ce qui était possible, puisque le massif est entouré de routes —, puis à faire une gigantesque opération remontant de l'extérieur vers l'intérieur. Il n'a pas eu de suite. Et d'ailleurs, n'était-ce pas reporter l'échéance ?

Était-ce la solution ?

La suite a montré qu'en Algérie il n'y avait pas de remède miracle. H

Gabriel CONESA



ECA

Le vieux baroudeur en retraite a troqué son uniforme pour le costume traditionnel. Des années de gloire et de combats, il reste une France idéale et les décorations.



ECA

Silhouette familière de l'Algérie française, un porte-drapeau musulman, arborant toutes ses décorations.

LES D

ALGÉRIE, octobre 1954 ; c'est l'automne. Un ciel plombé, de lourds nuages bas, des averses diluviennes. Une atmosphère moite. Plages et piscines sont désertes. Toute la jeunesse dorée se retrouve dans les bars, les cafés. Après six mois d'un soleil éclatant, d'un ciel immaculé, l'Algérie se prépare à l'hiver. Dans l'ensemble, l'euphorie règne. Jamais les trois départements n'ont paru plus tranquilles. Depuis la terrible « leçon » de Sétif, les Arabes ont « compris ».

Au Gouvernement général, on se félicite. On a découvert la formule pour tenir l'Algérie.

Les communes mixtes, les caïds, la distribution de décorations, de prébendes jouent parfaitement leur rôle. On a réussi à désamorcer la bombe du statut de 1947 (1) et la grande préoccupation est de contrôler des élections. Sur ce point, tout le monde peut être satisfait.

Certes, quelques voix discordantes s'élèvent dans ce concert de satisfaction. Parmi les « civils », le préfet de Constantine, Dupuch, et le sous-préfet de Batna, Deleplanque, s'inquiètent de l'atmosphère générale, sans pouvoir, il est vrai, rien avancer de précis.

A Alger : « Babar Cherrière »

Parmi les militaires, le seul à être véritablement inquiet est le colonel Schoen. Type même de l'officier des affaires indigènes, parlant couramment arabe, kabyle et quelques autres dialectes, Schoen, après un long séjour au Maroc, dirige à Alger le service des liaisons nord-africaines, parallèle au 2ᵉ bureau. Depuis des années, il déplore la sous-administration, le truquage des élections, la disparition de l'armée d'Afrique, l'effondrement du service de renseignements. Mais, au Gouvernement général, il fait figure de Cassandre, de « vieux bédouin de l'époque de Lawrence ». Ses mises en garde, ses avertissements agacent et sont par trop en contradiction avec les rapports des préfets et des administrateurs. Pourtant, en mai, le bulletin mensuel des liaisons nord-africaines a tiré une fois de plus la sonnette d'alarme. Il révèle l'existence d'un nouveau courant d'opposition, cite des extraits d'un tract : *Position du militant devant la crise actuelle.* Surtout, il

(1) Le Statut de l'Algérie (20 septembre 1947) créait une assemblée algérienne élue moitié par les citoyens de statut civil français, moitié par les citoyens de statut local. Malgré son caractère relativement modéré, il fut très mal accueilli par les Européens qui voyaient dans le Statut un premier pas vers l'égalité des communautés.

RNIERS BEAUX JOURS


R. Baif

La légion, béret vert, tenue léopard, en opération dans le bled. Étrange aspect de cette guerre sporadique, où les images de paix alternent avec celles de la guérilla.

annonce la création d'un « Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action, véritable instrument révolutionnaire et efficace qui doit, aux côtés des partis frères du Maroc et de Tunisie, hâter la destruction du colonialisme français... »

A part cette voix discordante, la paix règne dans les hautes sphères militaires. A ce sujet, d'ailleurs, l'Algérie vient de connaître un important remaniement. Le commandant de la Xe région militaire, le général Caillies, vient de céder la place au général Cherrière, tandis qu'à Constantine le général Spillmann hérite de la 11e division de Kientz, atteint par la limite d'âge.

Avant de prendre un repos mérité, les deux chefs sortants ont prodigué des paroles rassurantes à leurs successeurs.

Pourtant, le 9 octobre, au cours de sa première rencontre en Algérie avec Spillmann, Cherrière ne se montre pas d'un optimisme délirant. Dès son arrivée, Alger l'a immédiatement affublé d'un sobriquet : Babar, « Babar Cherrière ». Spillmann, au contraire, est le type même de l'officier fin, distingué, intellectuel, ce qui n'empêche pas une réputation d'énergie.

D'après les mauvaises langues, « il a fait carrière partie sous l'uniforme, partie dans les salons parisiens ». En fait, vingt-six ans de Maroc, avant d'entreprendre une carrière d'officier de cabinet sous les gouvernements Gouin, Bidault, Edgar Faure. Un bref séjour en Indochine, deux ans de commandement à Orléans, avant de retrouver, sur sa demande, l'Afrique du Nord. Spillmann a, en effet, demandé au général Kœnig la division de Constantine.

Quoi qu'il en soit, Cherrière étale ses préoccupations. Un bilan militaire désastreux, 57 000 hommes pour toute l'Algérie, 12 000 à peine pour la division de Constantine, pour une zone en fermentation pratiquement constante. En un mot, l'Algérie est « à poil »! Par surcroît, des troupes « encasernées », sans expérience du pays, peu mobiles ou vissées à la route, sans mulets, sans chevaux, incapables d'effectuer plus de vingt-quatre heures de manœuvres en montagne.

Quant au fameux calme qui s'étend sur toute l'Algérie, il ne dit rien qui vaille à « Babar ». C'est ce silence même qui est grave. Caïds, administrateurs, semblent, depuis mai, se trouver en quarantaine. L'armée n'obtient plus aucun renseignement. Les populations de l'Aurès, de Kabylie observent un mutisme lourd, inquiétant. Peut-on vraiment en déduire qu' « il ne se passe rien »? Et puis il y a l'affaire tunisienne, les incursions des fellaghas. La crise de la Régence ne peut avoir que des répercussions dans l'est de l'Algérie.

Au sortir de l'entrevue, Spillmann avoue sa perplexité. Certes, au Q.G., il n'a entendu que des propos rassurants. La scission du M.T.L.D. garantit de longs mois de tranquillité. Il se rappelle certains propos de Kientz, son prédécesseur : Cherrière cherche toutes les occasions de « faire du vent », de se donner de l'importance. En fin de compte, le commandant de la 11e division décide d'aller voir sur place, de tenter de percer le mystère dans le bled. Pour commencer, l'Aurès.

Le problème de la Tunisie

De retour à Constantine, Spillmann confronte son expérience avec celle du préfet Dupuch. L'un et l'autre tombent d'accord. Le problème clé, c'est la Tunisie. Cherrière est exactement du même avis. La frontière est une véritable passoire. Rien n'empêche les fellaghas de venir se refaire dans l'Est algérien.

La solution? Pour Spillmann, elle est simple. En revenir aux méthodes traditionnelles, celles des vieux Africains, ▶

Hamelle



◀ Demain, peut-être, des rebelles en armes surgiront chez lui... Un notable dans un village du bled, le turban éclatant, la gandoura sur son costume occidental.

E.C.A.



Spahis, sabre au clair ▶ devant l'entrée du palais d'Été. Là, un soir, des nationalistes musulmans rencontreront Jacques Soustelle.

le combat se livrera sur 1400 kilomètres

des officiers des affaires indigènes, celles qui ont fait leurs preuves... à l'époque où les tribus acceptaient de jouer le jeu de la « paix française ». Pour commencer, unifier la direction militaire de la frontière orientale et, surtout, obtenir le concours de la population. Sinon, on ne réussira qu'à « calfater une vieille coque percée ». C'est pourquoi, il s'agit de recruter quelques centaines de goumiers, de supplétifs indigènes, leur donner la mobilité nécessaire avec l'achat de mulets. On reprendra ainsi contact avec le pays, avec la population, par la piste et les sentiers. En attendant, il ordonne de « bouger un peu » et envoie un groupe d'artillerie faire un tour du côté de Khenchela.

Mais il s'agit encore de récupérer les troupes prêtées à la Tunisie et nécessaires pour « réimperméabiliser » la frontière. L'affaire est traitée le 15 octobre à Constantine.

Malgré tout, Spillmann reste perplexe. S'il n'y avait pas que la Tunisie? Au moment de la visite de Mitterrand, le commandant de la division de Constantine s'interroge sur la mésaventure de ces deux gardes champêtres, roués de coups et renvoyés dans leurs douars par des individus se réclamant d'une pseudo-« Armée de libération nationale ». Mais quelle conclusion tirer d'un incident de ce genre? Tous les responsables sont d'accord pour mettre l'affaire à l'actif de ces fameux « bandits d'honneur » qui hantent l'Aurès depuis des temps immémoriaux.



F. Mitterrand, ministre de l'Intérieur, responsable de l'Algérie, vient se rendre compte de la situation sur place. Il est accueilli par des banderoles, prend son bain de foule et prononce des mots historiques : « L'Algérie, c'est la France. » A l'issue de son voyage, le gouvernement va décider d'envoyer des renforts. Mais alors pour beaucoup va se poser le problème d'accepter ou non la répression. Bientôt ce sera la chute du cabinet Mendès-France.



Photos ciné-nathèque Gaumont

A l'est, rien de nouveau

En somme, à quelques jours de l'insurrection, on n'est guère plus avancé. Dans son rapport de synthèse, Cherrière, qui entretient de bonnes relations avec Vaujour, estime que quelque chose pourrait peut-être se produire à Alger même, mais que l'Est est absolument calme.

Vendredi 29 octobre, ultime conférence à Constantine. La raison? Vaujour l'explique : la présence d'une bande d'une centaine de fellaghas dans l'Aurès, fractionnée par petits groupes. Tous les assistants, Spillmann, Dupuch se récrient : s'il y avait des fellaghas, cela se saurait! Le colonel Blanche est impressionnant de certitude : « Je sillonne les routes depuis très longtemps. Je n'ai jamais vu un fellagha devant ma jeep. » Pour faire plaisir à Vaujour, on promet quelques mesures. Les troupes feront des sorties pour « se dégourdir les jambes ». Dupuch établira des barrages, effectuera des contrôles.

Ainsi, trois jours avant la flambée d'attentats qui va secouer l'Algérie sur un front de 1 400 kilomètres, deux hommes ont seuls la quasi-certitude qu'il va se passer quelque chose de sérieux : Jean Vaujour et le colonel Schoen.

En réalité, indépendamment de l'histoire des bombes de la Casbah et des bandes de fellaghas « présumés tunisiens », la preuve véritable fait défaut, qui rallierait les incrédules. H



François Mitterrand se rendra jusque dans les petits villages, où les enfants musulmans et français fréquentent les mêmes écoles.

Philippe MASSON

En France et dans le monde

FRANCE

7 octobre : débat à l'Assemblée nationale sur les accords de Londres conclus le 3 octobre sur l'abrogation du régime d'occupation en Allemagne, le pacte de Bruxelles, etc. Le gouvernement obtient la confiance par 350 voix contre 113 et 152 abstentions.
9 octobre : un décret fixe le salaire horaire minimum pour la région parisienne à 121,50 A.F.
13 octobre : entretiens entre Mendès-France et le général de Gaulle à l'hôtel Lapérouse.
*20-23 octobre : entretiens entre Mendès-France et Adenauer et conférence des **Neuf**, puis du **Conseil atlantique**, sur l'accession de l'Allemagne occidentale à l'Organisation atlantique.*
23 octobre : accords franco-allemands sur le statut de la Sarre.
29-31 octobre : congrès de l'U.D.S.R. La politique étrangère de Mendès-France est approuvée par 438 voix contre 252, malgré les divisions sur la question de la C.E.D.

INDOCHINE

9 octobre : les troupes françaises évacuent Hanoi.
6-28 octobre : les combattants vietminh abandonnent la plaine des Joncs. 400 000 réfugiés du Nord-Vietnam sont arrivés à Saigon.
18 octobre : rencontre Sainteny-Ho Chi Minh à Hanoi.

AFRIQUE DU NORD ET PROCHE-ORIENT

4 octobre : Habib Bourguiba s'installe à Chantilly avec liberté totale de circulation.
4 octobre : le gouvernement tunisien réprouve les actes de terrorisme d'où qu'ils viennent.
7 octobre : arrestation du guide suprême des Frères musulmans en Égypte.
8 octobre : l'O.N.U. place aux 6e et 7e rangs de l'ordre du jour les questions tunisienne et marocaine.
10 octobre : depuis le 17 septembre, les opérations dans le Sud-Ouest tunisien ont fait 75 tués, 82 blessés et 19 prisonniers du côté des fellaghas, 8 morts et 25 blessés du côté des forces de l'ordre.
16-22 octobre : visite de François Mitterrand en Algérie.
19 octobre : accord anglo-égyptien sur l'évacuation du canal de Suez.
26 octobre : attentat contre le colonel Nasser.
29 octobre : dissolution de l'association des Frères musulmans en Égypte.

AMÉRIQUE

4 octobre : visite du général Guillaume aux États-Unis.
27 octobre : le chancelier Adenauer à Washington.

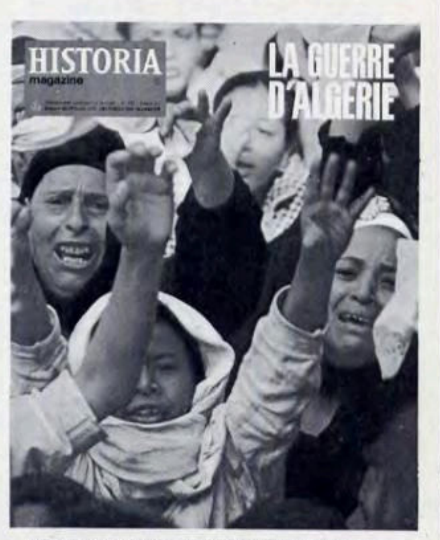
ASIE

10 octobre : l'ancien ministre des Affaires étrangères d'Iran, Fatemi, est condamné à mort.
11 octobre : déclaration commune sino-soviétique sur Formose.
18 octobre : référendum : les Établissements français de l'Inde optent par 170 voix contre 8 pour le rattachement à l'Union indienne.
19 octobre : crise politique au Laos.
25 octobre : le président Eisenhower annonce l'octroi d'une aide américaine au Sud-Vietnam.
19-27 octobre : visite du premier ministre Nehru en Chine.

EUROPE

1er octobre : rétablissement des relations commerciales soviéto-yougoslaves.
5 octobre : signature d'un accord sur le statut de Trieste.
6 octobre : entretiens Adenauer-Mendès-France.
7 octobre : congrès du parti conservateur britannique.
13 octobre : grève des dockers à Londres.
17 octobre : élections en Allemagne de l'Est.
26 octobre : remise de Trieste à l'administration italienne.

LA SEMAINE PROCHAINE



SÉTIF, MAI 1945: LA DÉCHIRURE

Sommaire n° 196 :

- **Messali, père de la Révolution.**

L'étrange destin de Messali Hadj. Il se battra, de 1923 à 1962, pour une Algérie qui, le jour de son indépendance, ne lui proposera plus aucun rôle et l'ignorera totalement.

- **De Borgeaud à Chevallier.**

Deux noms qui sont les deux profils d'un drame : le drame des Européens d'Algérie, pris de plein fouet par la rébellion, et incapables de « réagir » politiquement dans l'union.

- **Bab-el-Oued tous azimuts.**

Comment l'homme de la rue, le pittoresque citoyen du faubourg haut en couleur et en verbe de Bab-el-Oued ressent ce qui lui arrive, en novembre 1954.

- **Sétif : mai 1945 : le dossier du sang.**

C'est dans la tragédie de Sétif, en mai 1945, qu'il faut peut-être rechercher les causes de l'insurrection qui éclatera 9 ans après en Algérie.

- **Le Fanatisme.**

Aux quarante cinq mille victimes de la répression après les massacres d'Européens, l'armée répond : « Ce chiffre est faux. » Le sang français a coulé aux cris de « Djihad », qui veut dire : « guerre sainte » en arabe.

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 4e trim. 1971. — N° d'imp. C. 70. Librairie Jules Tallandier, Paris N° 1986.
Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL. Printed in France.

4 PAGES DE SPORTS
Echo Sport...
UNE PAGE ILLUSTRÉE

L'ÉCHO D'ALGER

DIMANCHE LUNDI 7-8 Novembre 1954

15 FRANCS

Le plus fort tirage de l'Afrique du Nord — Directeur général : Alain de SERIGNY — Trois éditions quotidiennes



M. MITTERRAND dans une déclaration radiodiffusée :

L'ALGÉRIE C'EST LA FRANCE ET LA FRANCE NE RECONNAITRA PAS CHEZ ELLE D'AUTRE AUTORITÉ QUE LA SIENNE

Chaque jour verra l'autorité de l'Etat s'affirmer d'avantage et le statut de l'Algérie entrera de plus en plus dans les faits

Investissements et grands travaux, formation professionnelle, fonction publique, décentralisation administrative seront l'objet de prochaines mesures

PARIS. — M. Mitterrand, ministre de l'Intérieur, a prononcé à la R.T.F. l'allocution suivante :

« Il y a deux mois, la catastrophe d'Orléansville frappait l'Algérie et, avec elle, la nation française tout entière. Contre les rigueurs de la nature, les hommes s'unissaient, un grand mouvement de solidarité apportait à chacun un peu de consolation et beaucoup d'espérance.

Mais voici qu'aujourd'hui, par la volonté de quelques-uns, un nouveau drame atteint les trois départements d'Afrique du Nord.

Pendant la nuit du 31 octobre au 1er novembre on a tué, incendié, provoqué l'émeute et le désordre. Et pourquoi ? Pourquoi donc furent-ils abattus ce jeune instituteur et sa femme qui devaient le lendemain commencer leur belle et difficile mission au cœur même de l'Aurès ?

[illegible]

Le seul responsable de l'ordre c'est l'Etat

Si les meneurs ont voulu alerter l'opinion internationale à la veille d'une session des Nations unies, ils [illegible]

★ Suite page 4

LES TROUPES ÉTANT SOLIDEMENT INSTALLÉES

La véritable opération de nettoyage de l'Aurès va commencer dans quelques jours


Un blockhaus au terrain d'aviation de Batna

A L'EST D'HOKKAIDO (Japon)

Un appareil U.S. est abattu par des "Mig"

Quatre morts - Huit rescapés

Washington proteste énergiquement

[illegible]

PAR M. VINOGRADOV

M. Le Troquer et une délégation de parlementaires invités à se rendre en U.R.S.S.

Ce voyage ne pourrait avoir lieu avant la fin de l'année

[illegible]

Europe-U.S.A. sans escale en "Piper Apache"...

[illegible]

Sœur Marie Assunte Pallotta est béatifiée

[illegible]

Si tous ceux qui ont de l'initiative dans le domaine économique avaient le souci d'une parfaite équité

LES AGITATIONS N'AURAIENT PLUS GUÈRE DE RAISON D'ÊTRE

a déclaré S. Em. le cardinal Tisserant dans son homélie hier à la cathédrale d'Alger

ALGER a fait hier une brillante réception au cardinal Tisserant. Les hautes et délicates fonctions qu'il assume, le rang qu'il occupe dans l'Eglise catholique n'ont pas échappé aux fidèles ni aux populations de toutes croyances et de toutes philosophies.

Cette brillante réception était faite non seulement au représentant du Souverain Pontife, mais aussi à l'éminent homme de science français, à l'orientaliste de haute valeur et de grand cœur qui, depuis des années, travaille, avec une générosité sans limite, au rapprochement fraternel des peuples, source d'une vraie paix.

Cérémonie à la cathédrale

Une foule considérable s'était massée dès [illegible] heures hier matin sur la place Lavigerie, entre l'Archevêché [illegible]

[illegible] h. 15, le cortège traverse la place pour se rendre à la Cathédrale, sur le parvis de laquelle un détachement de spahis rend les honneurs.

Le cardinal Tisserant en cape magna et coiffé du chapeau cardinalice, est précédé de S. Exc. Mgr Duval, archevêque d'Alger ; du Révérendissime père abbé de La Trappe, Dom Jean-Marie ; des vicaires généraux du clergé séculier et régulier, des élèves du Noviciat des Pères Blancs, des séminaristes et des membres des différentes confréries.

[illegible]

sentons bien profondément aujourd'hui comme nous apprécions le grand honneur que nous fait Votre Eminence en venant présider les fê[illegible]

★ Suite page 4

L'EMPEREUR D'ETHIOPIE A BONN

Bonn. — Pour la première fois depuis la guerre, la République fédérale d'Allemagne va recevoir la visite officielle d'un souverain régnant. C'est demain, en effet, que l'empereur Hailé Sélassié d'Ethiopie arrivera à Bonn pour une visite de six jours.

A cette occasion, les écoliers de Bonn ont reçu congé pour leur permettre d'aller acclamer le souverain.

L'IRAK SUPPRIME SA REPRÉSENTATION DIPLOMATIQUE A MOSCOU

Bagdad. — Le gouvernement irakien a décidé de supprimer sa représentation diplomatique à Moscou pour des raisons d'ordre budgétaire.

La représentation irakienne en U.R.S.S. n'était assurée que par un simple attaché de consulat.

- **Des bataillons de parachutistes ont été mis en place à Arris et à Bouhamama.**
- **De sérieux accrochages se sont produits**

(De notre envoyé spécial R.-G. SOULE)

BATNA. — Les opérations dans l'Aurès semblent prendre un nouveau visage. Les troupes, désormais solidement installées, le nettoyage va commencer. Certes, jusqu'à maintenant, on ne pouvait guère voir de manœuvres spectaculaires, les bandits évitaient tout accrochage, ne descendaient la nuit de leur repaire montagnard que pour couper quelques fils téléphoniques et terroriser les paysans sans défense.

On a vu se développer alors chez quelques journalistes, en mal de sensationnel, une opération « fellagha » proche parente de l'opération « soucoupe ». Comme rien ne ressemble extérieurement davantage à un chaouïa rebelle qu'un chaouïa fidèle, il était facile de baptiser hors-la-loi un brave paysan croisé dans le djebel. La photo était resplendissante... Avec une note, illustrée de quelques termes militaires, bien faite pour frapper les imaginations : offensive générale, pilonnage, intense, changements de mains et rupture de front, l'illusion était (presque) parfaite.

La plaisanterie semble aujourd'hui terminée. Car des accrochages, des vrais, se sont produits samedi et dimanche en divers points de l'Aurès. Samedi soir, à T'Kout, une patrouille est entrée en contact avec trente fellagha. Pendant deux heures des coups de feu ont été échangés. [illegible]



VII – OPÉRATION SKYHOOK ? (1)

DANS le « Saturday Evening Post » du 7 mai 1949 Sidney Shallett propose une version améliorée de l'hypothèse « ballon » : puisque ce n'était pas un ballon météorologique, pourquoi ne pas admettre un autre type de ballon, celui dont la Marine se servait de temps à autre à Minneapolis pour l'étude des rayons cosmiques dans ses « opérations Skyhook » ? Remarquons tout d'abord que, délibérément, cette hypothèse ne tient aucun compte du détail de l'observation rapporté de manière concordante par cinq témoins ; ni de la forme de l'objet décrit par Gorman, car les ballons pour l'étude des rayons cosmiques ne sont sphériques qu'en haute altitude ; à basse altitude, ils sont efflanqués comme une besace vide, et présentent l'aspect d'une poire longue et desséchée ayant la queue tournée vers le bas.

Or, quand Gorman aperçut la lumière la première fois, elle était à 300 mètres d'altitude environ seulement ; ni de ses dimensions, car ces ballons sont des ballons géants : si l'un d'eux était passé — comme ce fut le cas pour la lumière — entre Gorman et le terrain de football, il aurait vu une vaste tache noire en silhouet[illegible]

Gorman, Sidney Shallett n'en retient que ceci : Gorman a vu quelque chose de lumineux dans [illegible]

PAR AIMÉ MICHEL

quoi Shallett consent à admettre que Gorman a vu quelque chose, alors qu'il suffisait de faire un pas de plus pour dire : Gorman a été victime d'un vertige, il a cru voir quelque chose, mais il n'a rien vu, cette hypothèse expliquant tout admirablement.

Les enquêteurs de la Commission avaient donc écarté succes[illegible]

1954 La défense de l'Algérie fait la quasi unanimité des hommes politiques français. François Mitterrand, alors ministre de l'Intérieur, prend, en ce qui le concerne, officiellement position